

---

# Projet de construction d'un bâtiment de bureaux

## Note de synthèse environnementale

---

Commune d'Amancy (74)

*Annexe n°8 de la demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale*

*Septembre 2024*

*Dossier 24-494*

**ICR CONSTRUCTION**  
**DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS**  
**PROJET DE CONSTRUCTION D'UN BATIMENT DE BUREAUX A**  
**AMANCY (74)**

*Dossier de demande*

*N°24-494*

Indice	Date	Version	Rédaction	Vérification	Contrôle qualité
1	11/09/2024	Version provisoire	Pauline LAURENT	Delphine PAYS	Delphine PAYS

Coordonnées du bureau d'études :



**AMETEN**  
13 rue Gilibert  
69002 LYON  
Tél : 04.22.91.49.49  
Email : [contact@ameten.fr](mailto:contact@ameten.fr)

## TABLE DES MATIERES

1	Contexte du projet .....	7
1.1	Localisation du projet .....	7
1.2	Description de l'existant.....	11
2	Description du projet.....	13
2.1	Principe général.....	13
2.2	Déroulement des travaux.....	19
3	Contexte environnemental .....	20
3.1	Milieu physique .....	20
3.1.1	Contexte météorologique .....	20
3.1.2	Topographie .....	20
3.1.3	Géologie.....	21
3.1.4	Eaux superficielles .....	24
3.1.5	Eaux souterraines .....	25
3.1.6	Risques naturels .....	27
3.1.7	Synthèse milieu physique.....	31
3.2	Milieu naturel .....	31
3.2.1	Zonages réglementaires .....	31
3.2.2	Trame verte et bleue .....	36
3.2.3	Caractéristiques des milieux.....	37
3.2.4	Synthèse milieu naturel.....	37
3.3	Milieu humain .....	37
3.3.1	Usages du site.....	37
3.3.2	Risques technologiques – Activité polluante .....	37
3.3.3	Urbanisme .....	42
3.3.4	Agriculture .....	46
3.3.5	Synthèse milieu humain .....	47
3.4	Paysage et patrimoine .....	47
3.4.1	Paysage .....	47
3.4.2	Patrimoine .....	47
3.4.3	Synthèse paysage et patrimoine .....	48
3.5	Cadre de vie et nuisances.....	49
3.5.1	Qualité de l'air .....	49
3.5.2	Nuisances sonores.....	56
4	Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine et mesures associées .....	57

## TABLE DES ILLUSTRATIONS – FIGURES

Figure 1 : Localisation de la zone d'étude à l'échelle communale.....	8
Figure 2 : Localisation de la zone d'étude et du périmètre du projet.....	9
Figure 3 : Localisation des parcelles de la zone de projet.....	10
Figure 4 : Plan de masse avant travaux.....	12
Figure 5 : Plan de masse projet.....	15
Figure 6 : Plan de masse projet (zoom).....	16
Figure 7 : Plan sous-sol projet (zoom).....	17
Figure 8 : Insertion paysagère : vue projetée depuis l'espace public.....	18
Figure 9 : Insertion paysagère : vue proche du bâtiment projeté.....	19
Figure 10 : Coupes altimétriques de la zone d'étude (Source : Géoportail).....	20
Figure 11 : Localisation des coupes altimétriques de la zone d'étude.....	21
Figure 12 : Localisation des couches géologiques de la zone d'étude et des sondages de la BSS.....	23
Figure 13 : Réseau hydrographique de la zone d'étude.....	24
Figure 14 : Points de captage AEP et périmètres de protection à proximité de la zone d'étude.....	26
Figure 15 : Extrait de la carte des aléas naturels de la commune d'Amancy.....	28
Figure 16 : Aléas remontée de nappe et inondations de cave de la zone d'étude.....	29
Figure 17 : Aléa retrait et gonflement des argiles.....	30
Figure 18 : Localisation des ZNIEFF dans un rayon de 5 km autour de la zone d'étude.....	32
Figure 19 : Localisation des APPB à proximité de la zone d'étude.....	33
Figure 20 : Zones Natura 2000.....	34
Figure 21 : Localisation des zones humides issues de l'inventaire départemental.....	35
Figure 22 : Trame verte et bleue à proximité de la zone d'étude.....	36
Figure 23 : Localisation des ICPE et des canalisations de transport de gaz.....	41
Figure 24 : Localisation des sites CASIAS et ex-BASOL.....	42
Figure 25 : Extrait du zonage du PLU d'Amancy.....	44
Figure 26 : Légende de l'extrait du zonage du PLU d'Amancy.....	45
Figure 27 : Parcelles agricoles au droit de la zone d'étude et à proximité.....	46
Figure 28 : Eléments du patrimoine à proximité de la zone d'étude.....	48
Figure 29 : Matérialisation des couches d'air situées entre 700 et 1 000 m d'altitude dite "couche d'inversion de température (Source : PPA 2).....	50
Figure 30 : Evolution des émissions depuis 2000 dans la zone de PPA de la vallée de l'Arve (Source : Plan de Prévention de l'Atmosphère de l'Arve révisé).....	51
Figure 31 : Evolution des PM <sub>2,5</sub> en fond urbain/périurbain (moyennes annuelles (Source : PPA 2019-2023).....	52



Figure 32 : Historique des dépassements du seuil de la VL journalière en PM10 en fond urbain et en proximité automobile (Source : ATMO Auvergne-Rhône-Alpes) .....	53
Figure 33 : Historique des moyennes annuelles en NO2 en fond urbain et en proximité automobile (Source : ATMO AURA) .....	54
Figure 34 : Historique des dépassements des moyennes annuelles en B(a)P (Source : ATMO AURA) .....	55
Figure 35 : Populations exposées à un dépassement de la valeur limite en NO2 - 2013 à 2016 (Source : PPA de l'Arve) .....	55
Figure 36 : Populations exposées à un dépassement de la valeur limite journalière en PM10 - 2013 à 2016 (Source : PPA de l'Arve) .....	56
Figure 37 : Classement sonore des infrastructures de transport terrestre et secteurs affectés par le bruit (DDT74) .....	56

## TABLE DES ILLUSTRATIONS – TABLEAUX

Tableau 1 : Effectifs maximums (public et personnel) induits par le projet .....	13
Tableau 2 : Description lithologique des sondages de la BSS recensés à proximité du site .....	22
Tableau 3 : Objectifs du SDAGE 2022-2027 concernant l'état écologique des eaux superficielles .....	25
Tableau 4 : Objectifs du SDAGE 2022-2027 concernant l'état chimique sans ubiquiste des eaux superficielles.....	25
Tableau 5 : Objectifs du SDAGE 2022-2027 concernant l'état quantitatif des eaux souterraines.....	25
Tableau 6 : Objectifs du SDAGE 2022-2027 concernant l'état chimique des eaux souterraines.....	25
Tableau 7 : ZNIEFF de type I et de type II dans un rayon de 5 km .....	31
Tableau 8 : APPB à proximité du site d'étude .....	32
Tableau 9 : Sites CASIAS recensés au sein de la zone d'étude .....	38
Tableau 10 : Sites ex-BASOL recensés dans un rayon de 1 km .....	40
Tableau 11 : ICPE recensées dans un rayon de 1 km .....	41
Tableau 12 : Impacts potentiels du projet sur l'environnement et la santé humaine.....	63

# 1 CONTEXTE DU PROJET

## 1.1 LOCALISATION DU PROJET

Le projet de construction d'un bâtiment de bureaux se situe sur la commune d'Amancy, en Haute-Savoie (74). La zone de projet est bordée par les routes départementales D903 (route de Thonon) à l'est et D1203 (Boulevard du Maquis de Glières) au sud.

La Figure 1 localise la zone d'étude à l'échelle communale. La localisation de la zone de projet et de la zone d'étude sont présentées sur la Figure 2. Le projet concerne les parcelles cadastrales suivantes, identifiées sur la Figure 3 :

- Parcelle A 951 (1 115 m<sup>2</sup>) ;
- Parcelle A 1509 (1 982 m<sup>2</sup>) ;
- Parcelle A 2358 (858 m<sup>2</sup>) ;
- Parcelle A 2357 (2 359 m<sup>2</sup>) ;
- Parcelle A 2359 (133 m<sup>2</sup>).

Soit un total de 6 447 m<sup>2</sup> (source : *cadastre.data.gouv.fr*).

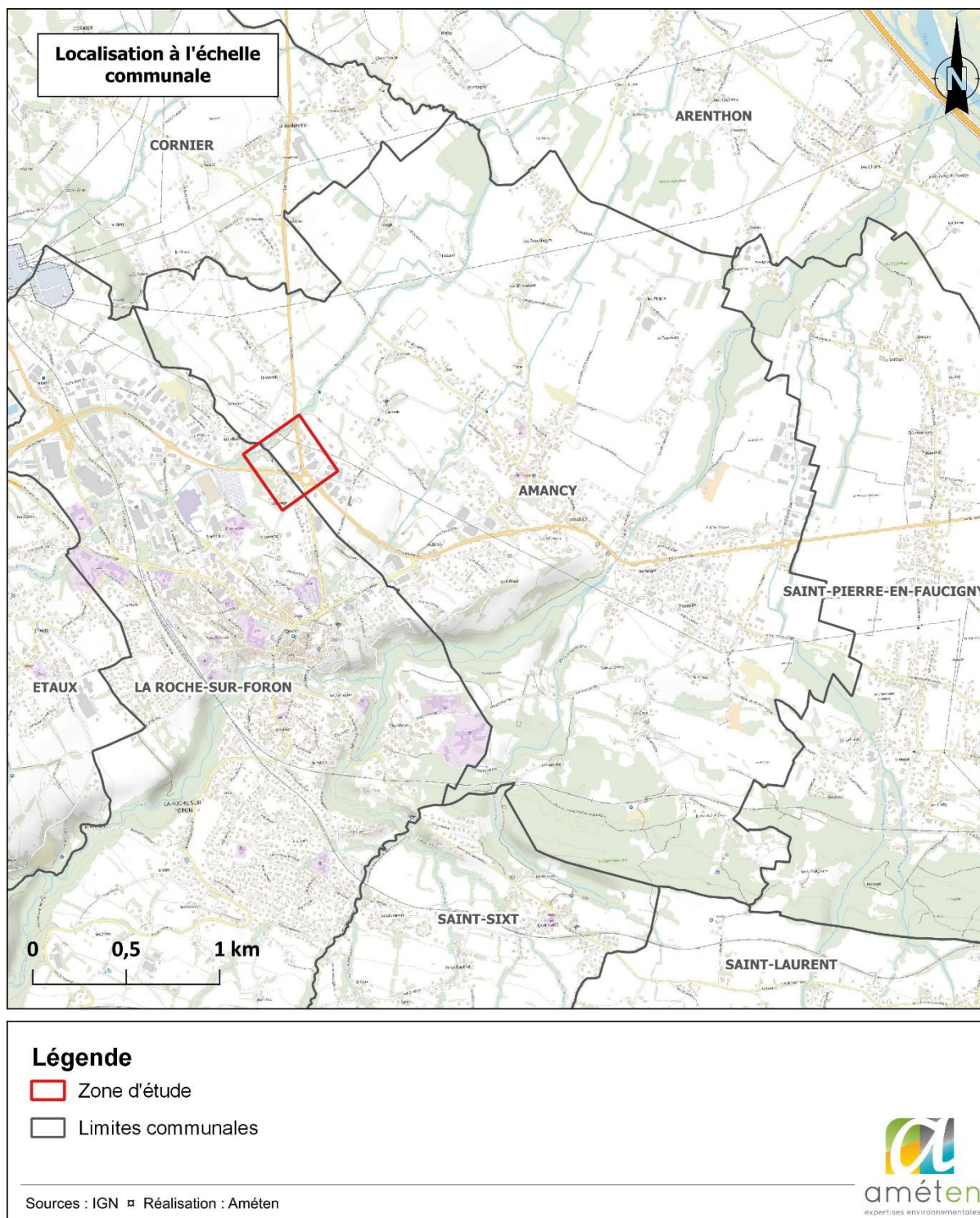


Figure 1 : Localisation de la zone d'étude à l'échelle communale





### Légende

- Zone d'étude
- Zone de projet

Sources : IGN ■ Réalisation : Amétén



Figure 2 : Localisation de la zone d'étude et du périmètre du projet





Figure 3 : Localisation des parcelles de la zone de projet

## 1.2 DESCRIPTION DE L'EXISTANT

Un bâtiment est déjà existant à proximité immédiate du bâtiment projeté. Le bâtiment existant, « L'Europa », comporte un parking de 79 places de stationnement au total (66 places aériennes et 13 places souterraines).

Le plan de masse avant travaux est présenté sur la Figure 4. Sur ce plan, le bâtiment « L'Europa » est dénommé « Bâtiment A ».

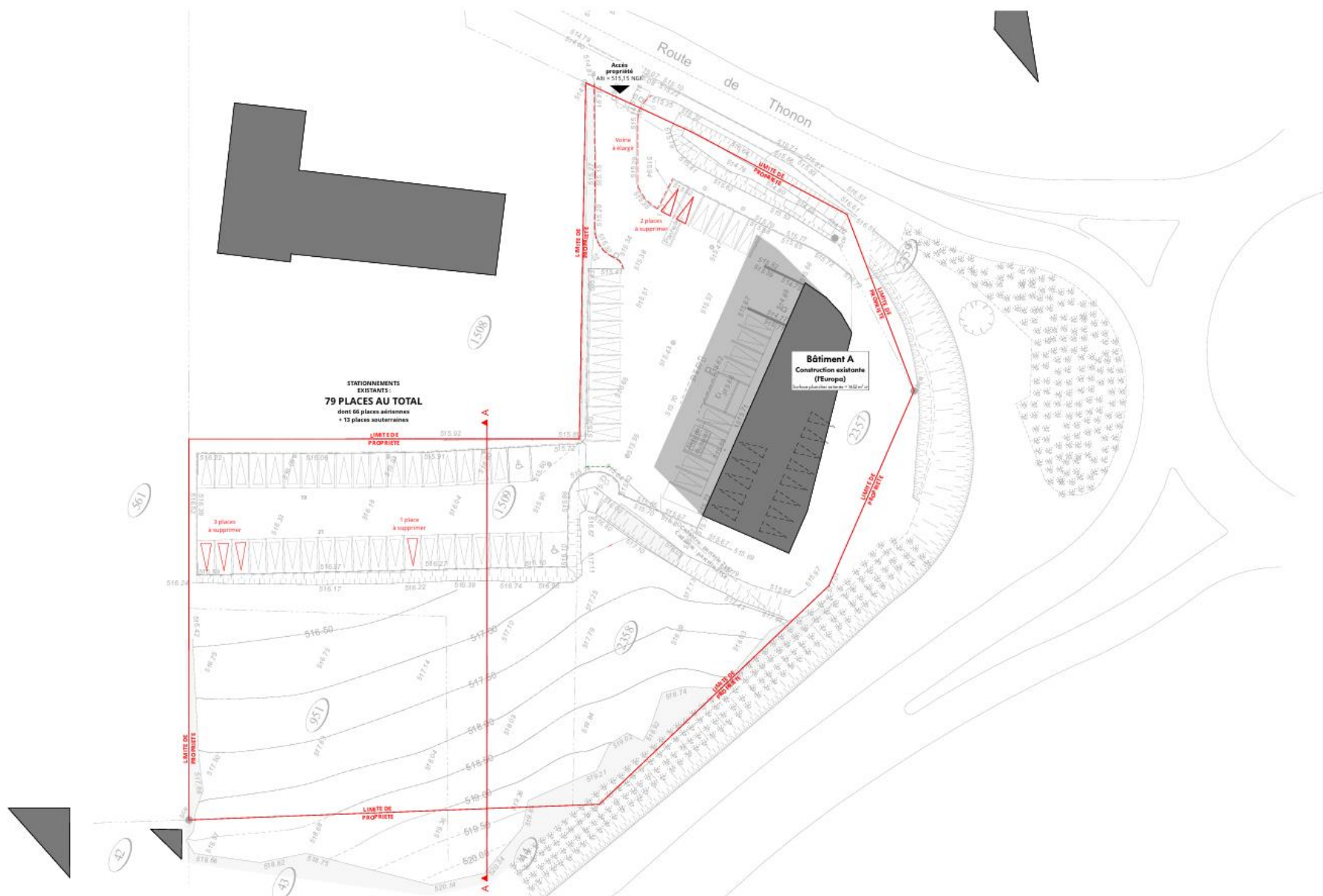


Figure 4 : Plan de masse avant travaux



## 2 DESCRIPTION DU PROJET

### 2.1 PRINCIPE GENERAL

Le projet faisant l'objet de la présente demande d'examen au cas par cas consiste en la construction d'un bâtiment tertiaire situé au 85 route de Thonon 74800 Amancy. Le bâtiment B projeté est un établissement recevant du public (ERP) de 5<sup>e</sup> catégorie. Il comportera 3 niveaux de bureaux : rez-de-chaussée, 1<sup>er</sup> étage et 2<sup>e</sup> étage. La surface de plancher créée s'élèvera à 1 793 m<sup>2</sup>. Chaque niveau comportera des plateaux libres à aménager.

Concernant la population induite par le projet, les effectifs maximums susceptibles d'être admis même temporairement par niveau, distinguant le public et le personnel, sont les suivants :

	Public	Personnel	TOTAL
<b>Rez-de-chaussée</b>	24	30	54
<b>1<sup>er</sup> étage</b>	24	30	54
<b>2<sup>e</sup> étage</b>	24	32	56
<b>Effectif cumulé</b>	72	92	164

Tableau 1 : Effectifs maximums (public et personnel) induits par le projet

Le projet inclut la création de parking, avec notamment un niveau de stationnement semi-enterré à l'usage exclusif du personnel. Le stationnement des véhicules visiteurs s'effectue sur le parking situé au rez-de-chaussée, face à l'entrée principale.

Le nombre de places de stationnement après projet concernant le bâtiment B s'élèvera à 90 dont 2 places réservées aux personnes handicapées (besoin stationnement d'une place de stationnement pour 20 m<sup>2</sup> de surface de plancher de bureaux d'après le règlement de la zone Ux donc besoin stationnement =  $1793/20 = 90$  places). Parmi ces 90 places, 19 seront reprises de l'existant. Le bâtiment « L'Europa » (« Bâtiment A » sur les plans) sera conservé. Parmi les places de stationnement existantes, 6 seront supprimées :

- 2 places supprimées sur la parcelle A 2357 pour l'élargissement de la voie d'accès ;
- 3 + 1 places supprimées sur la parcelle A 1509, respectivement pour l'accès au parking et pour l'accès au bâtiment B.

Ceci est illustré sur la Figure 4 présentée dans la partie 1.2 Description de l'existant.

Cinq nouvelles places de stationnement seront en autopartage et munies de bornes électriques. Au total, en considérant à la fois les places de stationnement du bâtiment A et du bâtiment B, les stationnements s'élèveront à 138 places après projet (99 places réservées au personnel, 36 places visiteurs en Evergreen et 3 places PMR utilisables par les visiteurs et le personnel).

**Précision sur le mode de calcul du besoin en stationnement** (issue de la notice architecturale annexée au permis de construire, réalisée par Benjamin Blanc Architecture et Urbanisme) :

« 1. Article L151-31 : Réduction de 15 %, de l'obligation de stationnement :

L'article L. 151-31 du code de l'urbanisme prévoit que les obligations en matière de stationnement peuvent être réduites de 15% ou plus si les constructeurs mettent à disposition en autopartage, des véhicules électriques ou propres.

Ce mécanisme peut s'avérer particulièrement favorable aux porteurs de projets et en phase avec les aspirations de notre époque : réduire les nuisances environnementales liés à la taille des parkings et au nombre de voitures en circulation sur les routes.

## **2. Besoins en stationnement demandés au PLU :**

D'après le PLU, le besoin en stationnement est de 1 place / 20 m<sup>2</sup> SP pour les activités de bureaux et services (hors locaux sociaux réservés au personnel).

Soit pour l'ensemble (bâtiment A existant de 1452 m<sup>2</sup> SP) + (bâtiment B projeté de 1793 m<sup>2</sup> SP) :  
 $(1452 + 1793) / 20 = 163$  places demandées.

à cette étape du calcul, le projet présenté avec 138 places présente alors un manque de  $163 - 138 = 25$  places manquantes.

## **3. Besoins en stationnement après application de l'article L151-31 :**

L'article L151-31 stipule : "Lorsque le règlement impose la réalisation d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés, cette obligation est réduite de 15 % au minimum en contrepartie de la mise à disposition de véhicules électriques munis d'un dispositif de recharge adapté ou de véhicules propres en auto-partage."

Le nombre de stationnement demandé devient ainsi de  $163 \times 0,85 = 139$  places maximum.

à cette étape du calcul, le projet présenté avec 138 places est conforme aux normes en vigueur sous réserve de compenser les 25 places par l'autopartage.

## **4. Définition du nombre de véhicules électriques en autopartage à proposer :**

S'agissant du nombre de véhicules, une réponse ministérielle de 2019 précise qu'il n'est pas opportun de fixer à l'échelle nationale un ratio du nombre de places d'autopartage à réaliser : le chiffre peut faire partie d'une discussion dans le cadre de l'instruction.

Nous vous proposons ainsi de prendre en compte le chiffre de 5 véhicules individuels remplacés par 1 place en autopartage, qui est le chiffre que nous appliquons sur la région annécienne.

(Ce chiffre montre notre volonté d'aller plus loin que les chiffres de l'ADEME qui considère qu'une place en autopartage remplace 9 à 13 véhicules privés.)

Ainsi, les 25 places manquantes d'après le mode de calcul du PLU à l'étape 2. sont compensées par :  
 $25 / 5 = 5$  véhicules électriques en autopartage.

## **Conclusion :**

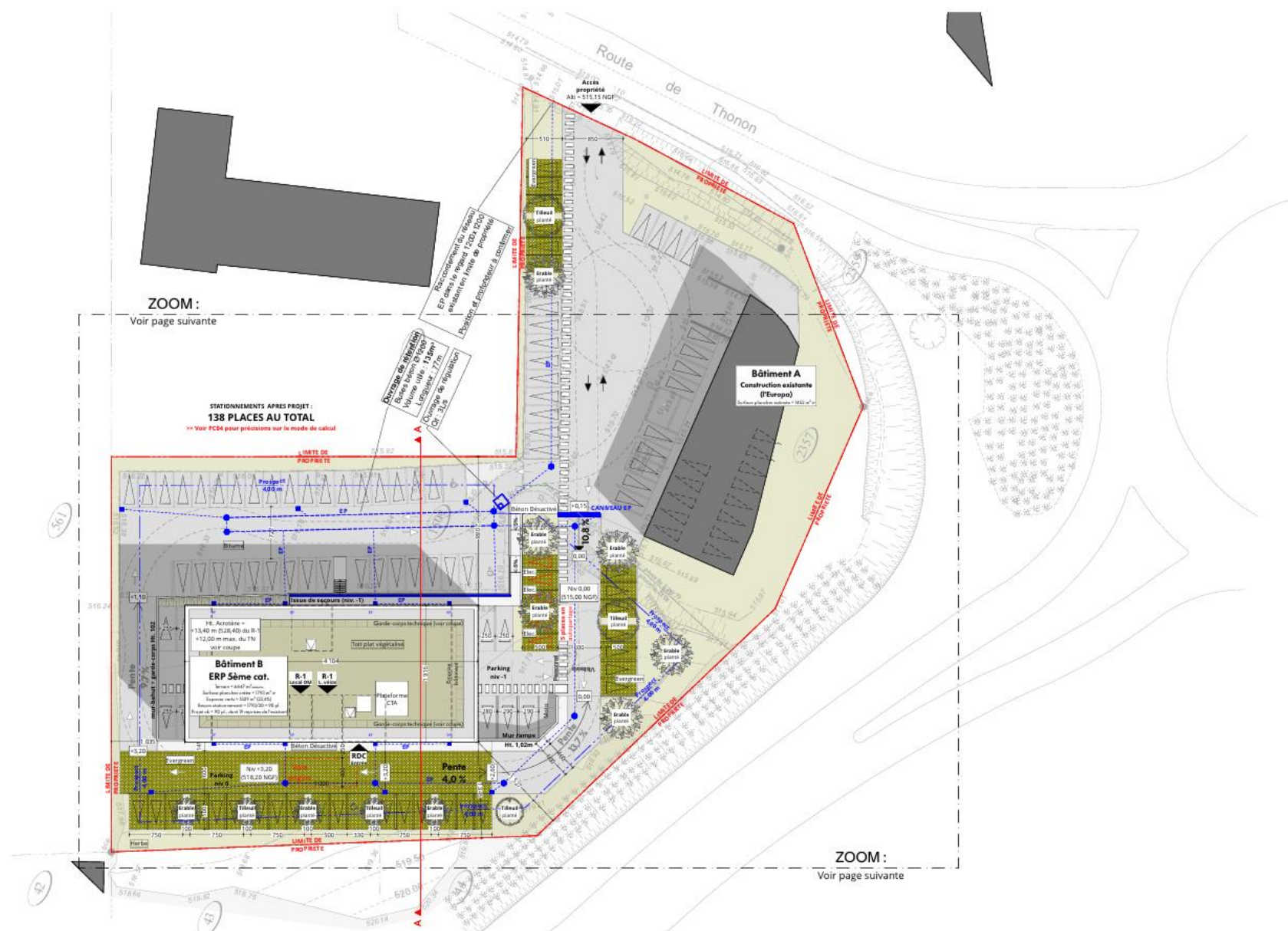
La mise en service de 5 véhicules électriques en autopartage et avec bornes de recharge, au titre de l'article L. 151-31, permet :

- ✓ de justifier la conformité du projet aux normes en vigueur en termes de stationnement ;
- ✓ un moindre impact sur l'environnement en réduisant la taille des parkings ;
- ✓ une meilleure sécurité en réduisant l'impact du projet sur la route de Thonon, à proximité d'un rond-point fréquenté. »

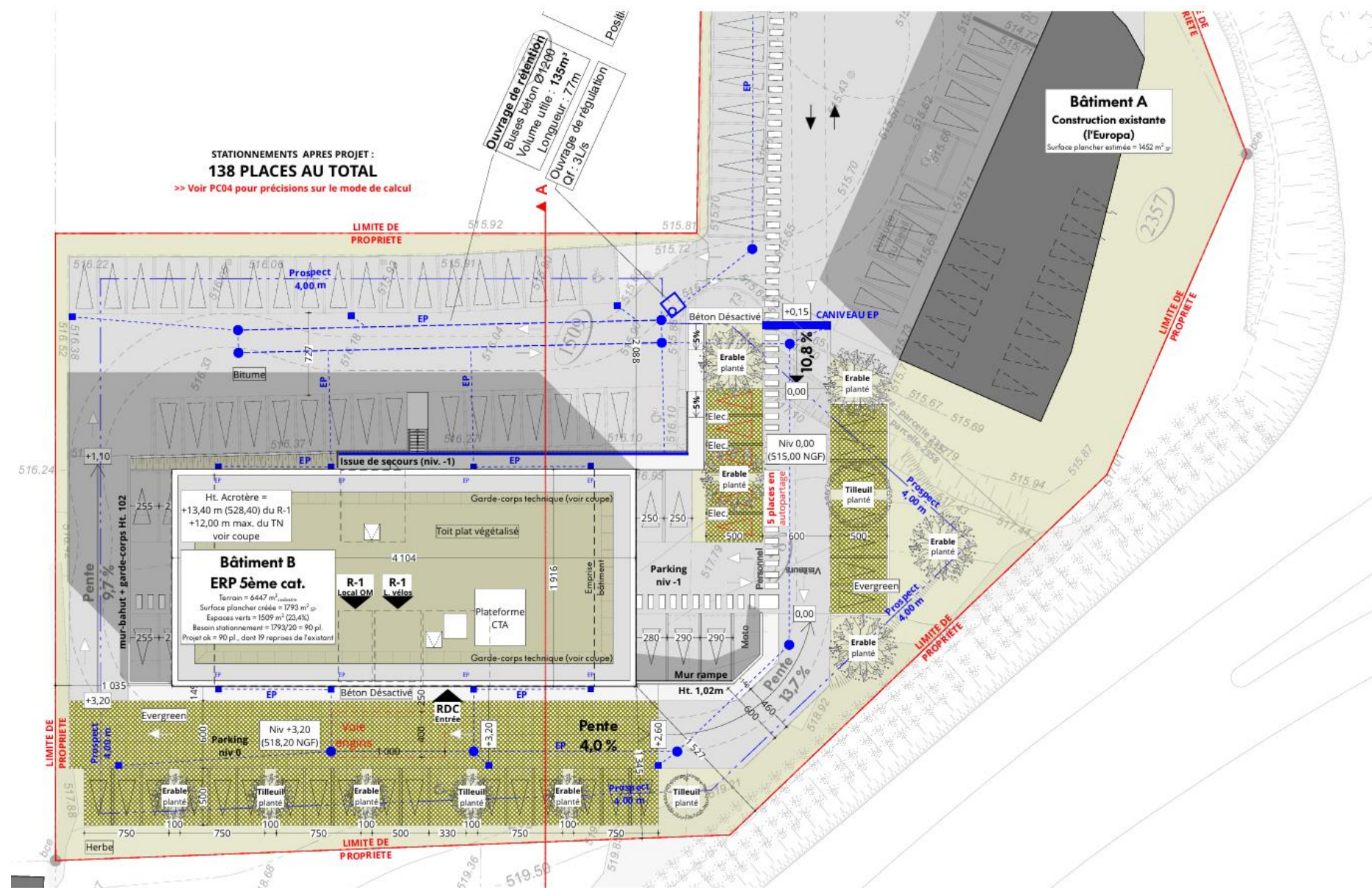
Les espaces verts représenteront une surface de 1 464 m<sup>2</sup> soit 22,7% de la surface du projet. Le projet prévoit la plantation d'un arbre toutes les 3 places de stationnement créées. Le toit du bâtiment sera végétalisé. Des cheminements piétons PMR seront également aménagés.

La nature du projet ne permet pas de recourir à l'installation d'ombrières photovoltaïques sur les parkings projetés, les places concernées étant livrées en revêtement perméable aux eaux de pluie. Les recouvrir d'ombrières serait alors contre-productif.

Les plans de masse du projet sont disponibles en Figure 5, Figure 6 et Figure 7.











### Note de synthèse environnementale

La Figure 8 et la Figure 9 présentent l'insertion paysagère du bâtiment projeté.



*Figure 8 : Insertion paysagère : vue projetée depuis l'espace public*



*Figure 9 : Insertion paysagère : vue proche du bâtiment projeté*

## 2.2 DEROULEMENT DES TRAVAUX

Les travaux correspondent à la construction d'un bâtiment tertiaire, et comprennent classiquement :

- une phase de terrassement,
- une phase de gros œuvre, le bâtiment étant construit sur un principe de structure métallique,
- une phase de second œuvre et de finitions.



## 3 CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL

### 3.1 MILIEU PHYSIQUE

#### 3.1.1 CONTEXTE METEOROLOGIQUE

**Source des données : Météo France**

Le site Météo France fournit pour chaque commune des fiches climatologiques basées sur les données collectées entre 1991 et 2020. La commune d'Amancy ne possède pas sa propre station météorologique. Les données météorologiques sélectionnées proviennent de la station de Bonneville, commune de Bonneville (74), située à environ 6,5 km à l'est du site d'étude (code station : 74042003).

- Les précipitations moyennes annuelles sont de l'ordre de 1007,6 mm, avec un maximum en août (109,3 mm) et un minimum en février (64,5 mm) ;
- Les températures moyennes mensuelles sont comprises entre 1,5°C et 6,4°C pour les mois de novembre à mars, et entre 10,9°C et 20,6°C pour les mois d'avril à octobre.

#### 3.1.2 TOPOGRAPHIE

**Source des données : Géoportail**

La coupe A-A' de la zone d'étude montre que la pente moyenne s'élève à 6 %, avec une altitude comprise entre 511,49 m NGF (à proximité de A) et 520,05 m NGF.

Sur la coupe B-B' de la zone d'étude, la pente moyenne est de 8 %. L'altitude est comprise entre 508,94 m NGF (au niveau de B') et 533,99 m NGF (au niveau de B).

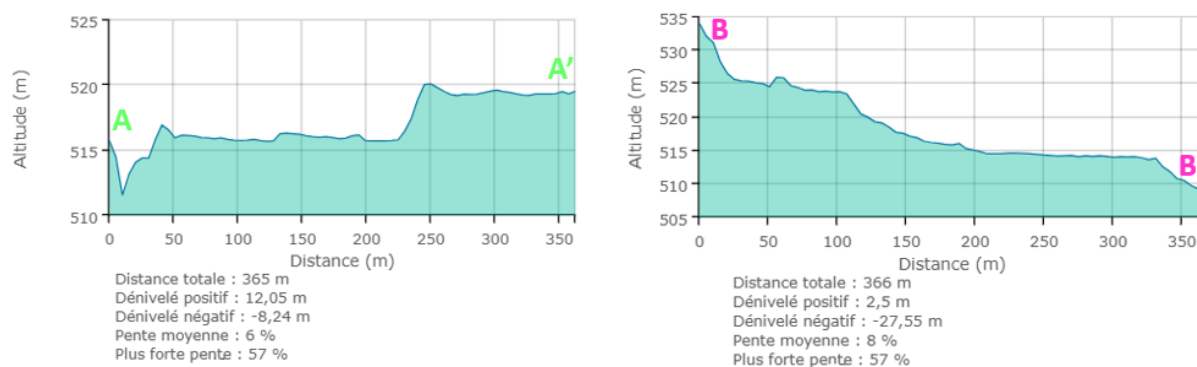


Figure 10 : Coupes altimétriques de la zone d'étude (Source : Géoportail)



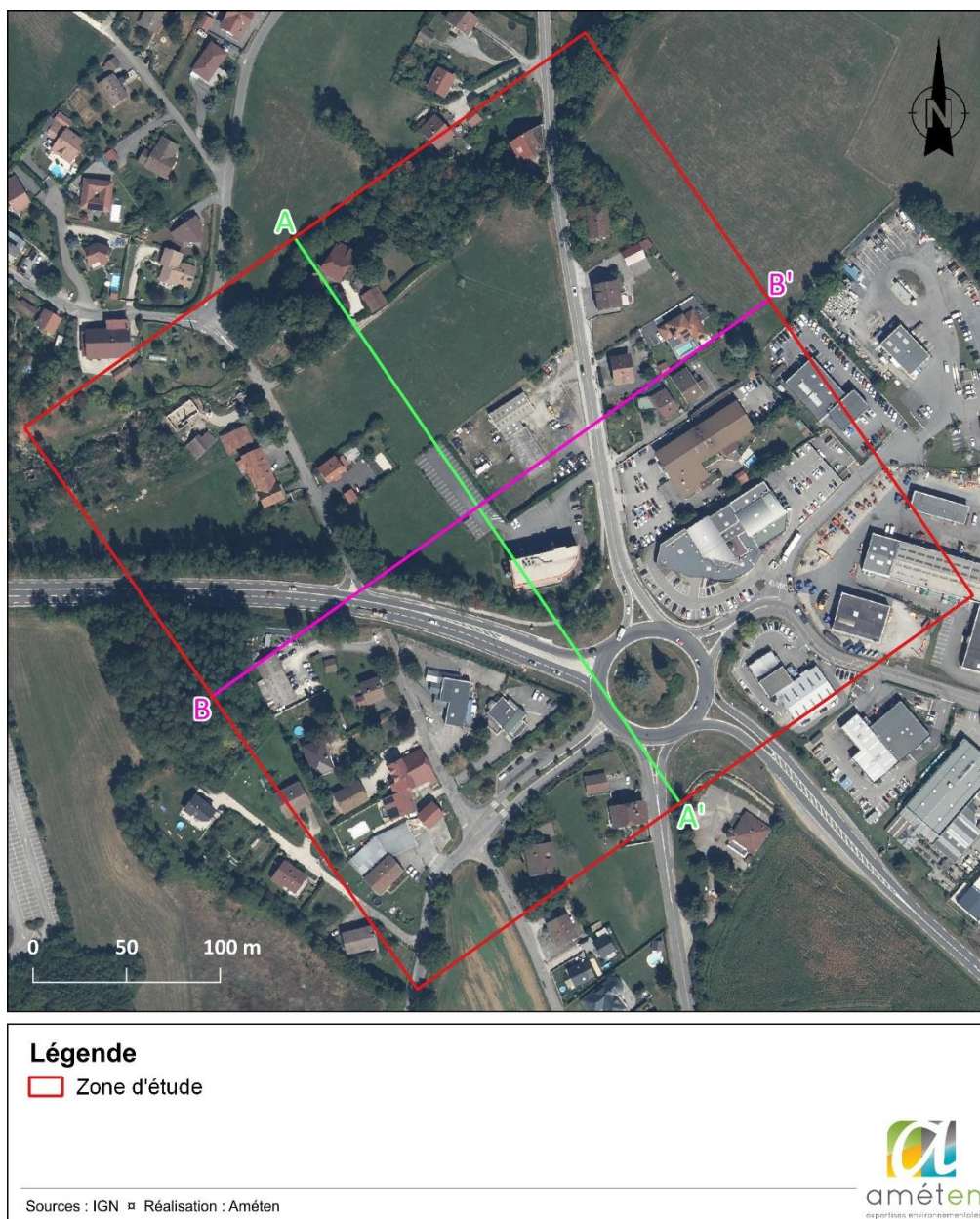


Figure 11 : Localisation des coupes altimétriques de la zone d'étude

### 3.1.3 GEOLOGIE

#### Source des données : BRGM

D'après les données pédologiques des sols, la zone d'étude se compose de « Glaciaire de la vallée de l'Arve » (GyA).

La banque de données du sous-sol (BSS) dispose de plusieurs sondages autour de la zone d'étude. Les points les plus proches et pour lesquels la lithologie est exploitable sont décrits dans le Tableau 2.

Référence BSS	Type de formation géologique	Profondeur (m)	Lithologie	Distance au site
BSS001SFLL	Glaciaire de la vallée de l'Arve (GyA)	0 – 5	Terre	760 m sud
		5 – 99	Argile	
BSS001SFGD	Glaciaire de la vallée de l'Arve (GyA)	0 – 8	Terre végétale	1110 m sud-ouest
		8 – 24	Gravier Argile	
		24 – 92	Schiste argileux	
BSS001SFGT	Glaciaire de la vallée de l'Arve (GyA)	0 – 1,3	Terre végétale avec graviers et galets	960 m sud-ouest
		1,3 – 3,6	Argile marron claire avec graviers argileux et galets	
		3,6 – 8,2	Argile jaune très compacte avec gros galets et graviers	
		8,2 – 11	Argile rouge très compacte, gros galets et graviers	
		11 – 14	Marne schisteuse rouge friable	
BSS001SFGL	Glaciaire de la vallée de l'Arve (GyA)	0 – 42	Graviers calcaire, lentilles d'argiles et sable	1220 m sud-ouest
		42 – 75	Schiste	
BSS001SFGM	Glaciaire de la vallée de l'Arve (GyA)	0 – 42	Graviers calcaire, lentilles d'argiles et sable	1210 m sud-ouest
		42 – 75	Schiste	
BSS001SFGK	Glaciaire de la vallée de l'Arve (GyA)	0 – 42	Gravier argileux sableux	1230 m sud-ouest
		42 – 150	Schiste	
BSS003EXEG	Glaciaire de la vallée de l'Arve (GyA)	0 – 0,3	Terre végétale	1380 m sud-ouest
		0,3 – 8	Mélange d'argile et de blocs de calcaire	
		8 – 20	Calcaire décomposé	
		20 – 90	Couche de calcaire	

Tableau 2 : Description lithologique des sondages de la BSS recensés à proximité du site



On constate alors une perméabilité variable en fonction de la profondeur. La présence d'argile caractérise un sol à tendance imperméable, tandis que le sable, les graviers et les galets sont plutôt à tendance perméable.



Figure 12 : Localisation des couches géologiques de la zone d'étude et des sondages de la BSS



### 3.1.4 EAUX SUPERFICIELLES

#### 3.1.4.1 RESEAU HYDROGRAPHIQUE

**Sources des données :** Agence de l'Eau, Eaufrance

Le nord-ouest de la zone d'étude est traversé par le cours d'eau « Le Sion » comme le montre la Figure 13. Il s'agit d'un cours d'eau naturel non navigable d'une longueur d'environ 10 km s'écoulant du sud-ouest au nord-est. Le Sion est un affluent de l'Arve.



#### Légende

- Zone d'étude
- Tronçon hydrographique
- Permanent
- Intermittent

Sources : IGN ■ Réalisation : Améten



Figure 13 : Réseau hydrographique de la zone d'étude

Aucune station hydrométrique n'est implantée au niveau de ce cours d'eau, les débits caractéristiques ne sont donc pas connus.

### 3.1.4.2 QUALITE DES EAUX SUPERFICIELLES

#### Sources des données : SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027

Au nord-ouest de la zone d'étude s'écoule le « Ruisseau Le Sion » (FRDR11960). L'état écologique et l'état chimique de ce cours d'eau sont qualifiés de bons.

Nom	Code	Etat écologique		
		Objectif	Echéance d'atteinte d'objectif	Motif en cas de recours aux dérogations
Ruisseau Le Sion	FRDR11960	Bon état	2021	-

Tableau 3 : Objectifs du SDAGE 2022-2027 concernant l'état écologique des eaux superficielles

Nom	Code	Etat chimique sans ubiquistes		
		Objectif	Echéance d'atteinte d'objectif	Motif en cas de recours aux dérogations
Ruisseau Le Sion	FRDR11960	Bon état	2015	-

Tableau 4 : Objectifs du SDAGE 2022-2027 concernant l'état chimique sans ubiquiste des eaux superficielles

### 3.1.5 EAUX SOUTERRAINES

#### Sources des données : Agence de l'Eau, SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027

Le projet repose sur une masse d'eau souterraine affleurante et profonde référencée dans le SDAGE Rhône-Méditerranée. La masse d'eau est identifiée comme « Formations variées de l'Avant-Pays savoyard dans BV du Rhône » (FRDG511). Cette masse d'eau est imperméable localement. Concernant la nature de l'écoulement, une ou des partie(s) sont libre(s) et une ou des partie(s) sont captive(s), les écoulements sont toutefois majoritairement libres.

Le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 identifie les états et objectifs de la masse d'eau concernée :

Nom	Code	Etat quantitatif		
		Objectif	Echéance d'atteinte d'objectif	Motif en cas de recours aux dérogations
Formations variées de l'Avant-Pays savoyard dans BV du Rhône	FRDG511	Bon état	2015	-

Tableau 5 : Objectifs du SDAGE 2022-2027 concernant l'état quantitatif des eaux souterraines

Nom	Code	Etat chimique		
		Objectif	Echéance d'atteinte d'objectif	Motif en cas de recours aux dérogations
Formations variées de l'Avant-Pays savoyard dans BV du Rhône	FRDG511	Bon état	2015	-

Tableau 6 : Objectifs du SDAGE 2022-2027 concernant l'état chimique des eaux souterraines



Aucun captage d'alimentation en eau potable (AEP) ni périmètre de protection de captage n'est localisé au sein de la zone d'étude comme indiqué sur la Figure 14. Le captage AEP le plus proche se situe à 850 m à l'ouest de la zone d'étude. Ce captage ne possède pas de périmètres de protection.

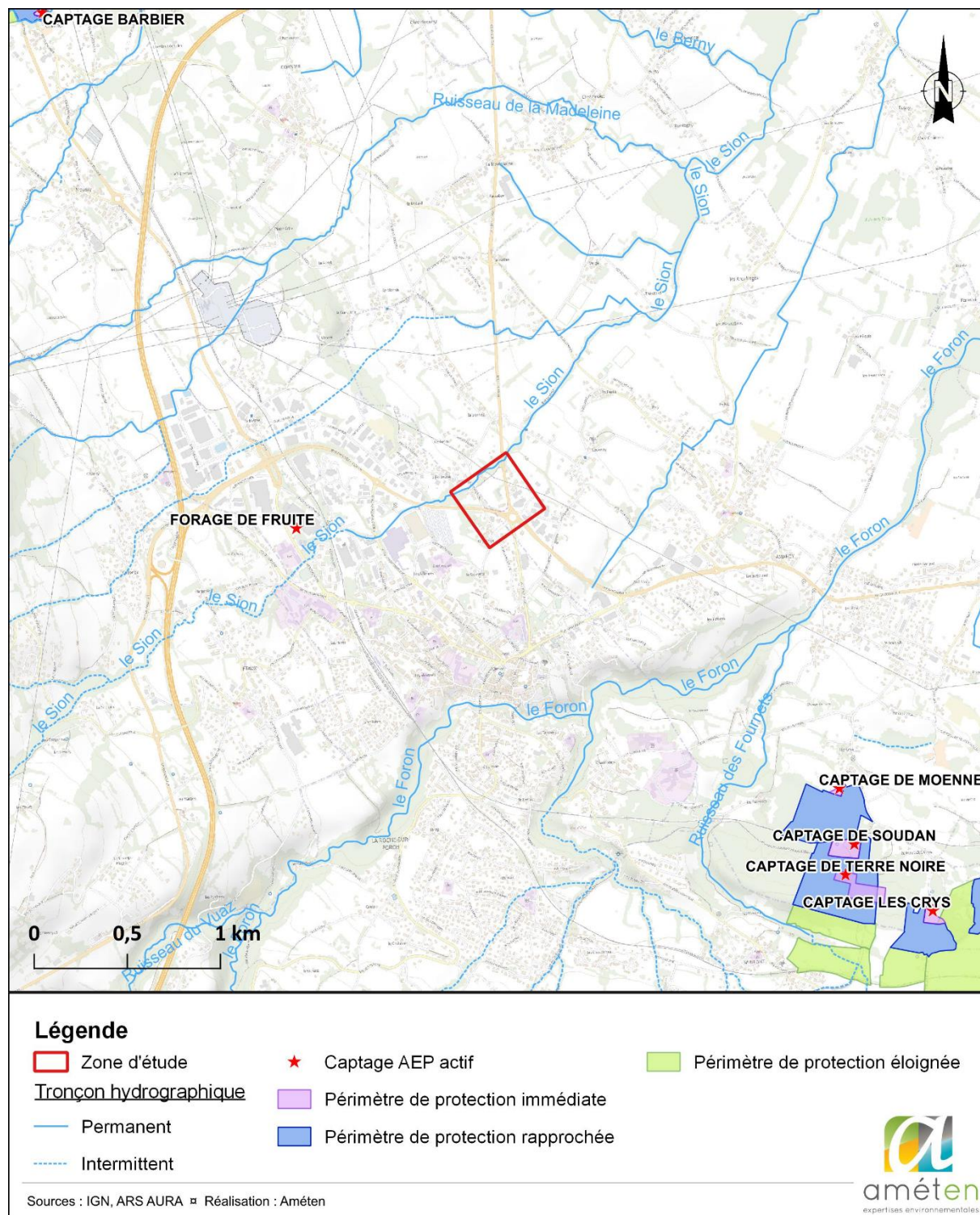


Figure 14 : Points de captage AEP et périmètres de protection à proximité de la zone d'étude

### 3.1.6 RISQUES NATURELS

#### 3.1.6.1 RISQUE INONDATION ET GLISSEMENT DE TERRAIN

**Sources des données :** Préfecture de Haute-Savoie

La commune d'Amancy n'est pas soumise à un Plan de Prévention des Risques Naturels. Elle dispose cependant d'une carte des aléas. Le nord de la zone d'étude est partiellement concerné par un aléa fort pour les manifestations torrentielles et un aléa moyen pour les glissements de terrain. Le site du projet n'est toutefois pas concerné par ce risque.

La carte des aléas naturels est présentée en Figure 15.

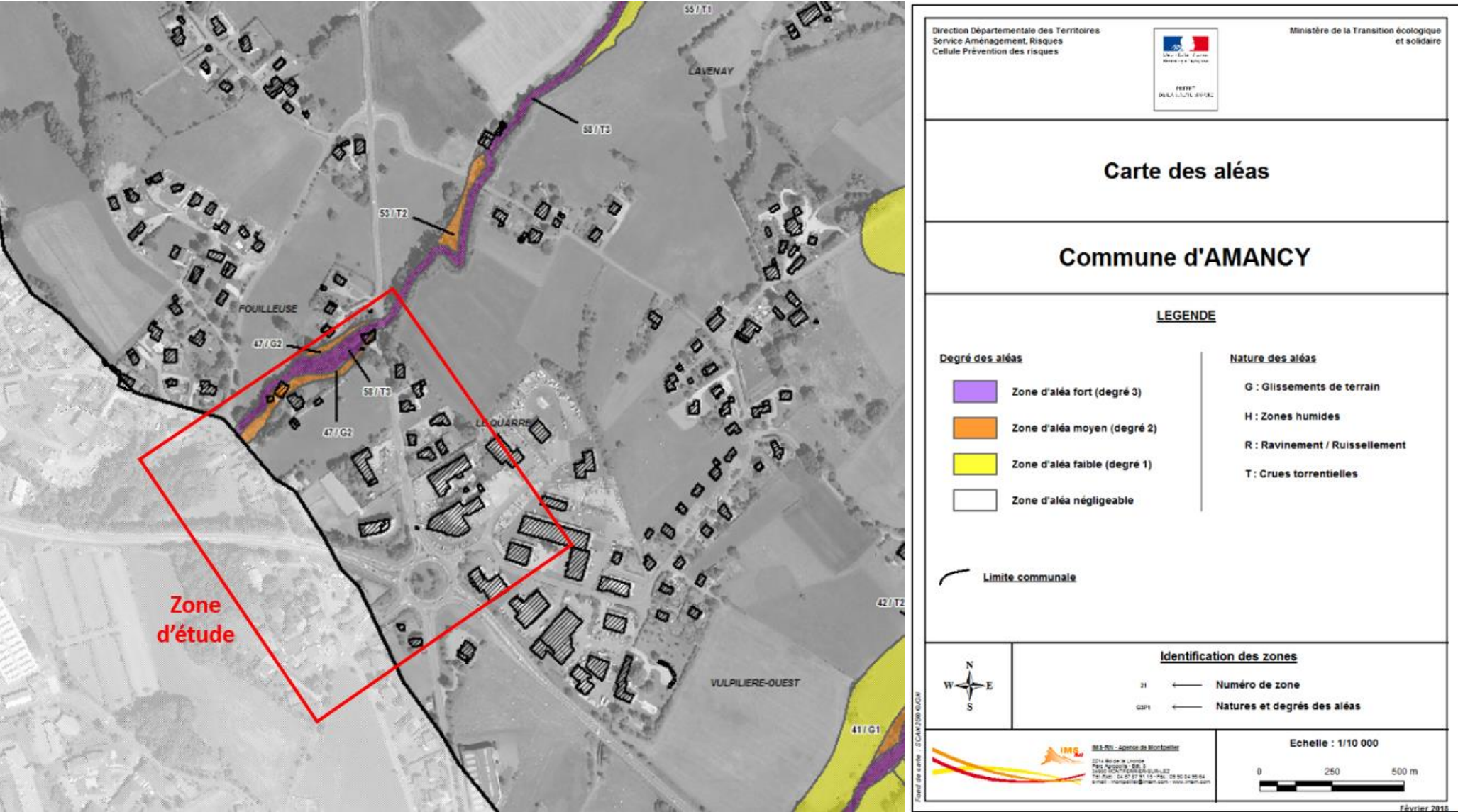


Figure 15 : Extrait de la carte des aléas naturels de la commune d'Amancy



### 3.1.6.2 ALEA REMONTEE DE NAPPES

#### Source des données : Géorisques

La zone d'étude est majoritairement concernée par des « zones potentiellement sujettes aux inondations de cave ». Elle est également concernée par des « zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe », sur une surface plus réduite. La Figure 16 permet de localiser ce risque.

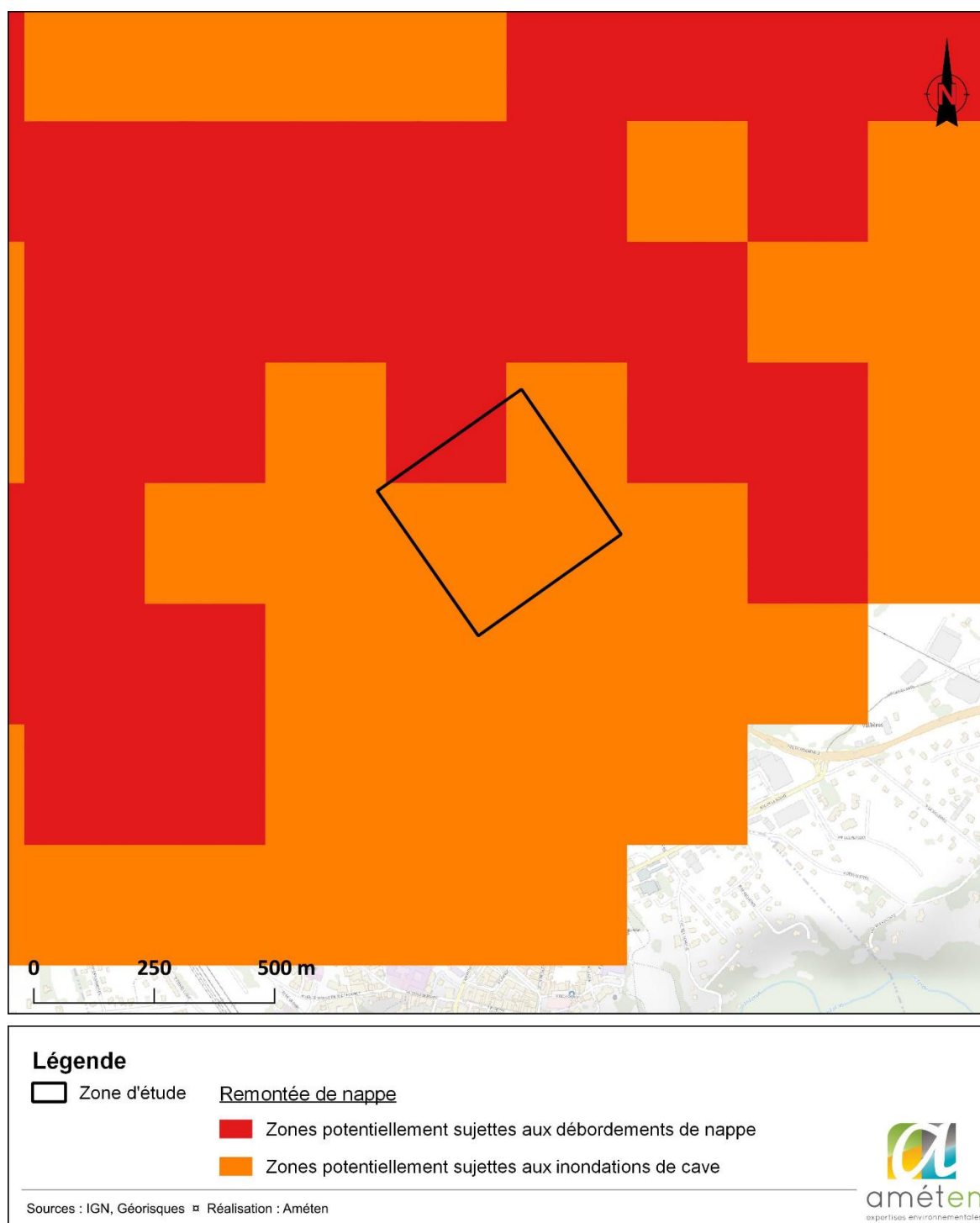


Figure 16 : Aléas remontée de nappe et inondations de cave de la zone d'étude

### 3.1.6.3 RETRAIT ET GONFLEMENT DES SOLS ARGILEUX

#### Source des données : Géorisques

La zone d'étude est concernée par l'aléa retrait et gonflement des sols argileux classé « faible » au droit de l'emprise du projet.

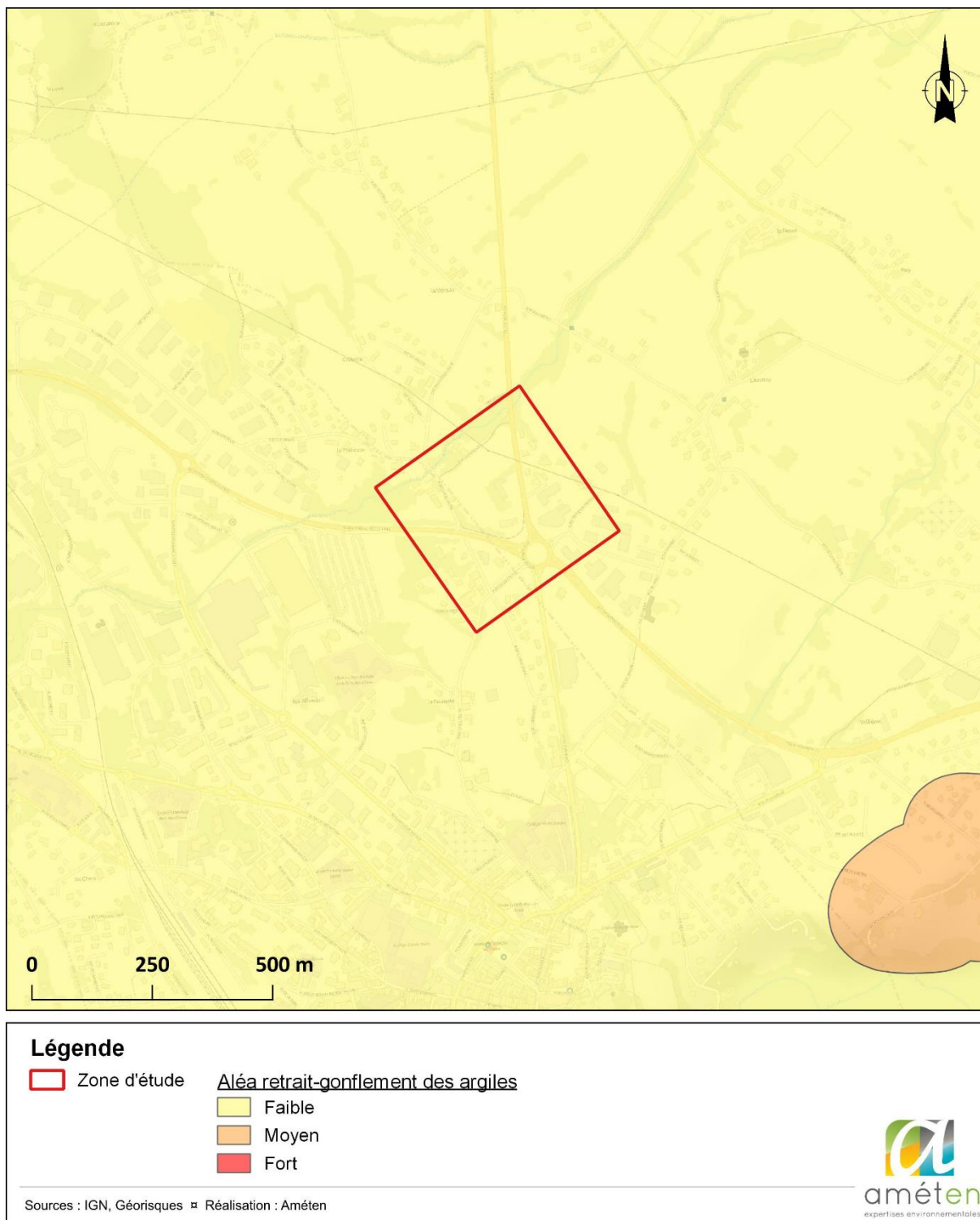


Figure 17 : Aléa retrait et gonflement des argiles

### 3.1.6.4 AUTRES RISQUES

**Source des données :** Géorisques, PLU de la commune d'Amancy

D'après Géorisques, la commune d'Amancy est soumise au risque sismique moyen (4 sur 5), qui concerne l'ensemble de la commune. La ville possède un potentiel radon de catégorie 1 (faible).

L'intégralité du territoire communal est soumise au risque d'exposition au plomb.

### 3.1.7 SYNTHESE MILIEU PHYSIQUE

La zone d'étude se situe dans un secteur où les contraintes sont principalement liées aux risques naturels (zones potentiellement sujettes aux inondations de cave / débordements de nappe et risque sismique). La zone d'étude est traversée par le ruisseau Le Sion. Les masses d'eau souterraine et superficielle présentent un bon état quantitatif et chimique.

## 3.2 MILIEU NATUREL

### 3.2.1 ZONAGES REGLEMENTAIRES

**Sources des données :** DREAL, INPN

#### 3.2.1.1 ZNIEFF

La zone d'étude n'est concernée par aucune ZNIEFF. Dans un rayon de 5 km, on recense 4 ZNIEFF de type I et 3 ZNIEFF de type II.

Les ZNIEFF recensées sont présentées dans le Tableau 7 et localisées sur la Figure 18.

Type	Nom	Distance au site d'étude
ZNIEFF I	Gravières de l'Arve (820031539)	3,4 km nord-est
ZNIEFF I	Bois des Fournets (820031716)	1,9 km sud-est
ZNIEFF I	Plaine des Rocailles (820031534)	3,4 km nord-ouest
ZNIEFF I	Ensemble des zones humides du plateau des Bornes (820031651)	3,7 km ouest
ZNIEFF II	Zones humides du plateau des bornes (820031652)	3,4 km ouest
ZNIEFF II	Plaine des rocailles (820031535)	2,0 km nord-ouest
ZNIEFF II	Ensemble fonctionnel de la rivière Arve et de ses annexes (820031533)	3,3 km nord-est

Tableau 7 : ZNIEFF de type I et de type II dans un rayon de 5 km



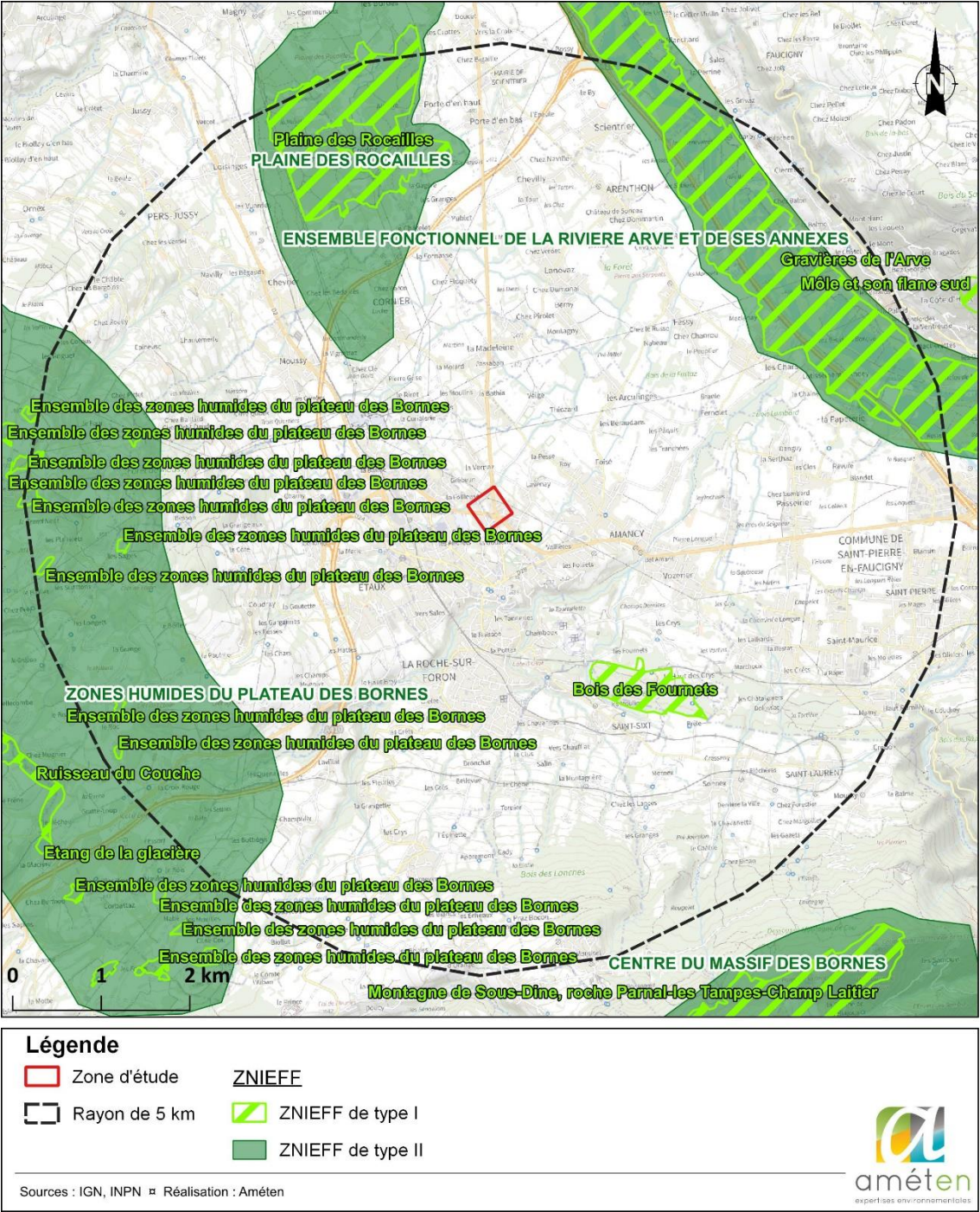


Figure 18 : Localisation des ZNIEFF dans un rayon de 5 km autour de la zone d'étude

3.2.1.2 ARRETE PREFECTORAL DE PROTECTION DE BIOTOPE

Un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB) est recensé dans un rayon de 5 km. Les APPB les plus proches sont présentés dans le Tableau 8 et sont localisés sur la Figure 19.

Nom	Distance au site
Moyenne Vallée de l’Arve (FR3800225)	4,4 km nord-est

Tableau 8 : APPB à proximité du site d'étude



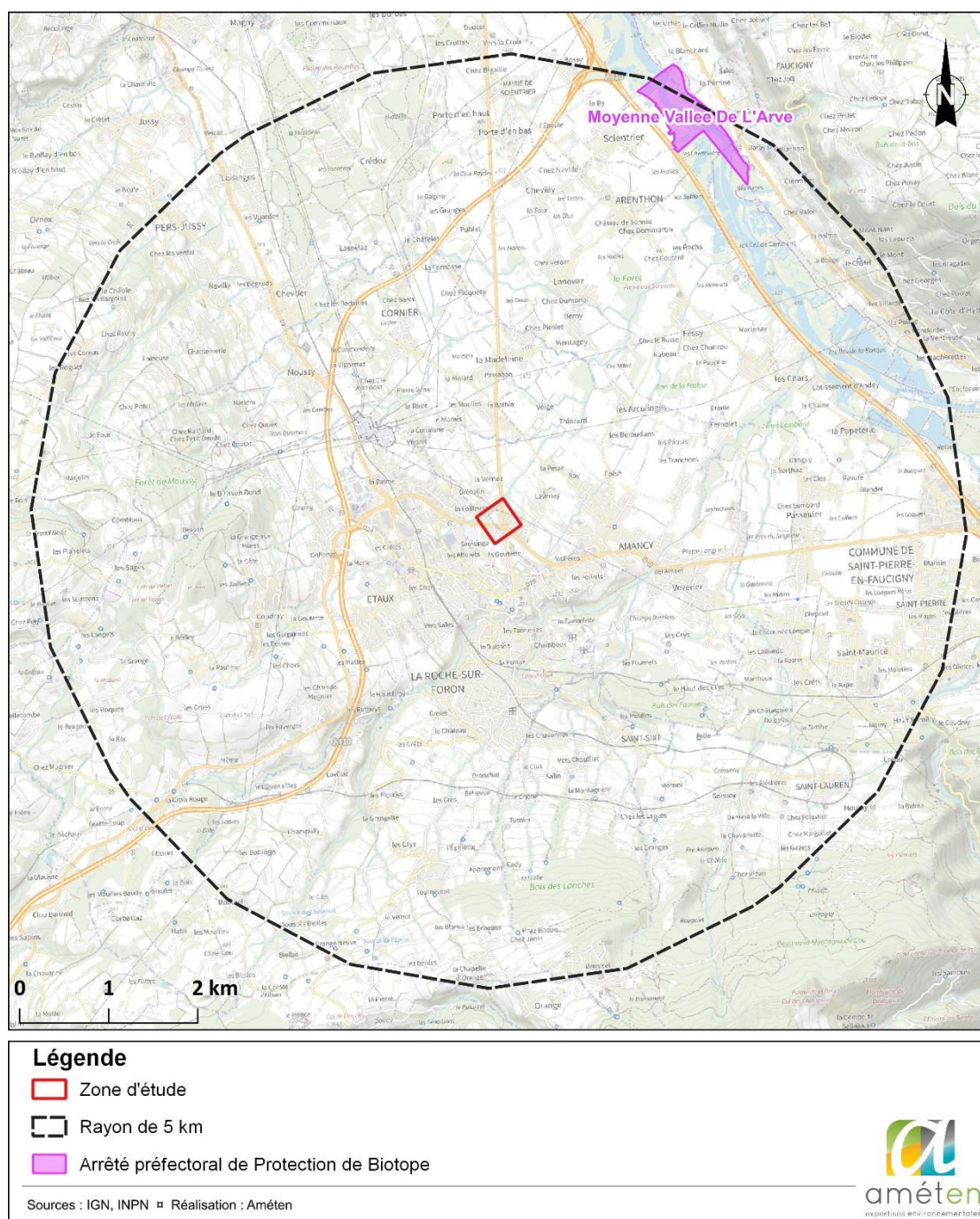


Figure 19 : Localisation des APPB à proximité de la zone d'étude

### 3.2.1.3 NATURA 2000

Aucun site Natura 2000 n'est présent au sein de l'aire d'étude. Toutefois, une zone spéciale de conservation (ZSC) et une zone de protection spéciale (ZPS) sont identifiées dans un rayon de 5 km : « Vallée de l'Arve » (FR8201715 et FR8212032), à 3,6 km nord-est.

Ces sites Natura 2000 sont localisés sur la Figure 20.



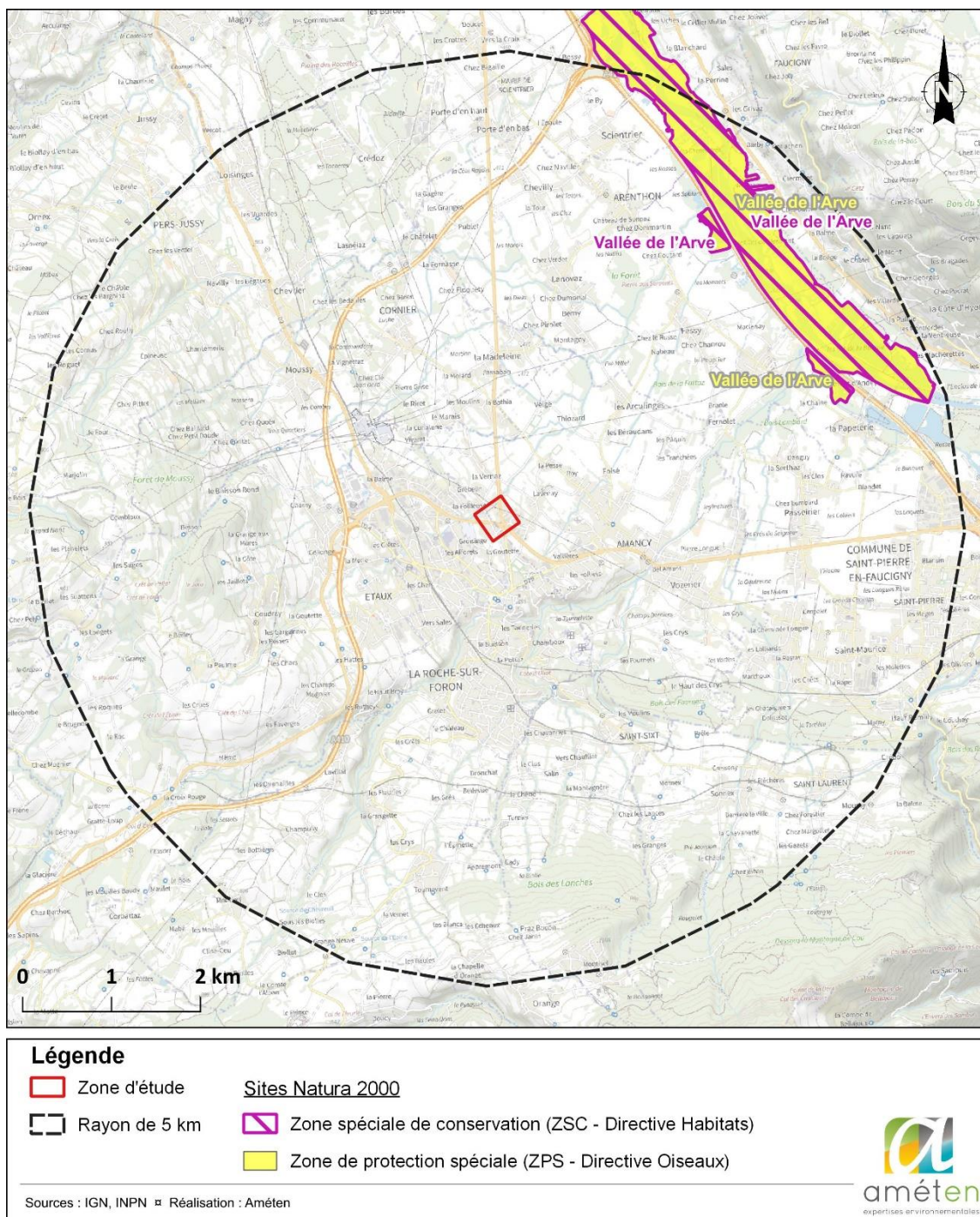


Figure 20 : Zones Natura 2000

### 3.2.1.4 ZONES HUMIDES

Aucune zone humide ne se situe au sein de la zone d'étude. En revanche, 79 zones humides sont recensées dans un rayon de 5 km autour de l'aire d'étude.

Elles sont localisées sur la Figure 21. La plus proche est « Passaban Est », située à 1,2 km au nord de la zone d'étude.



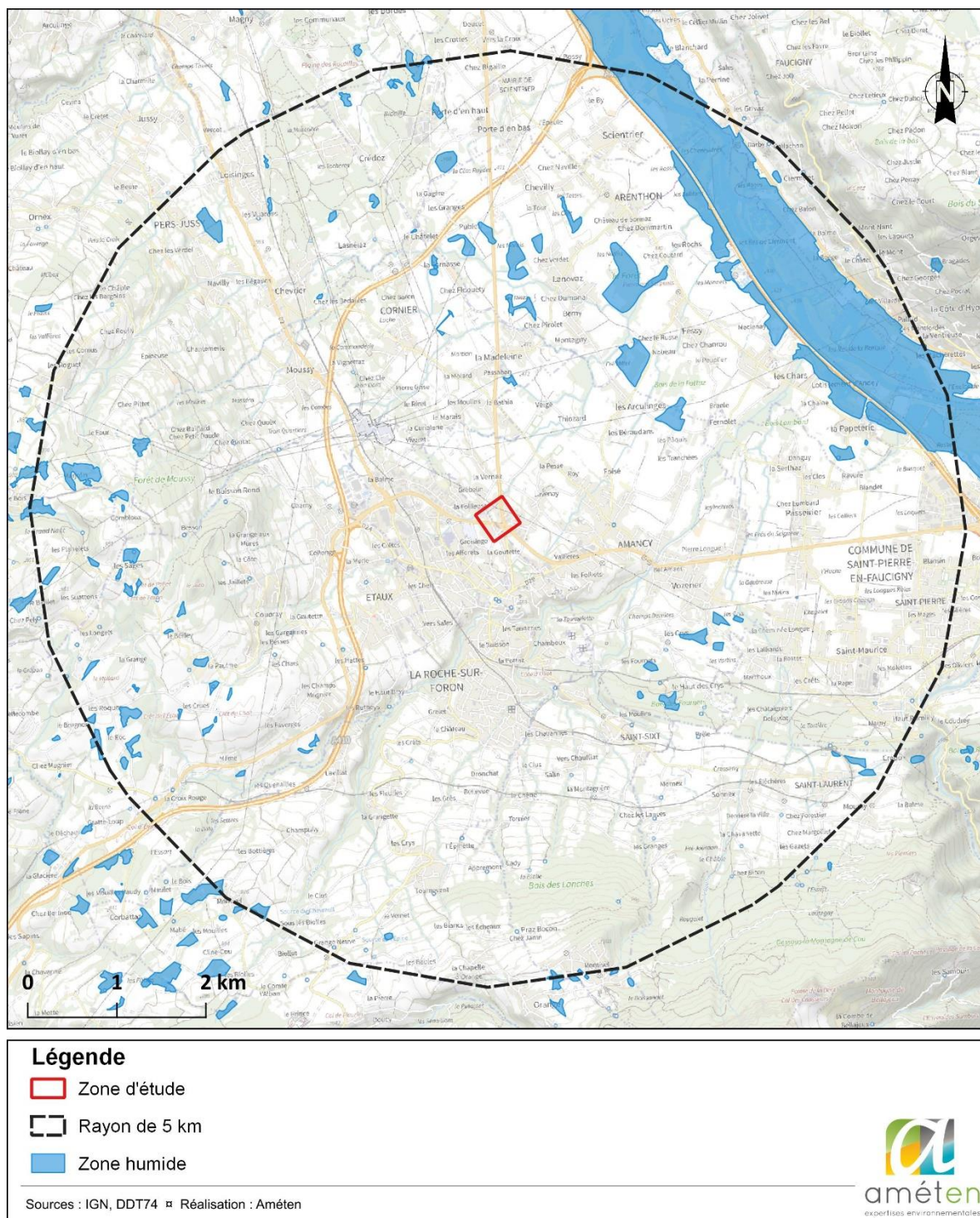


Figure 21 : Localisation des zones humides issues de l'inventaire départemental



### 3.2.2 TRAME VERTE ET BLEUE

D'après le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET), la zone d'étude est située sur une zone artificialisée. Une partie de la zone d'étude est également constituée d'espaces perméables liés aux milieux aquatiques et d'espaces perméables liés aux milieux terrestres. Cependant, deux routes départementales traversent la zone d'étude. Cette dernière est également traversée par une ligne électrique de haute à très haute tension.

Un cours d'eau de la trame bleue régionale s'écoule au nord-ouest de la zone d'étude. Trois obstacles ponctuels de la trame bleue sont identifiés au sein de la zone d'étude.

Des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques surfaciques sont identifiés dans un rayon de 5 km autour de la zone d'étude.

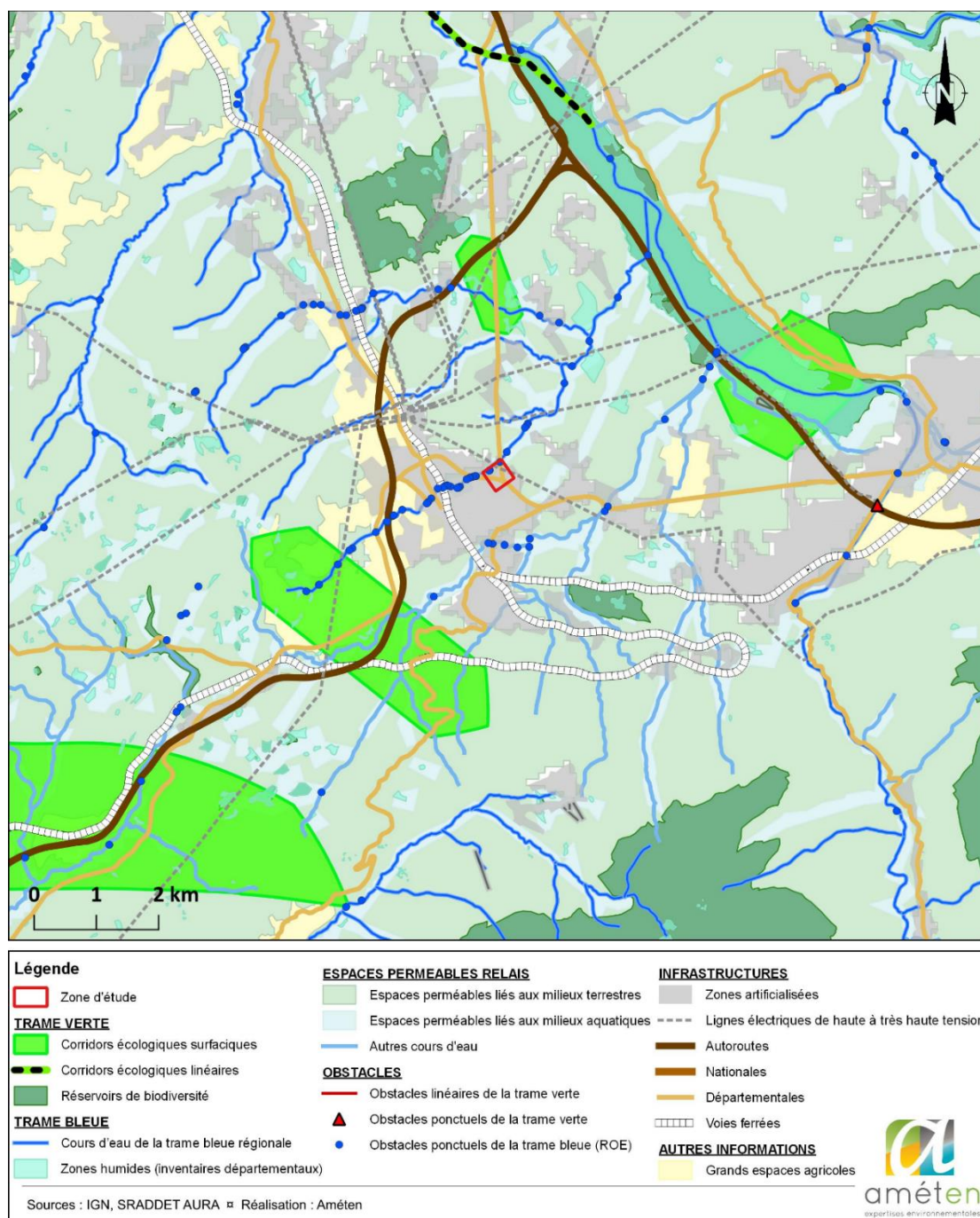


Figure 22 : Trame verte et bleue à proximité de la zone d'étude



### 3.2.3 CARACTERISTIQUES DES MILIEUX

Aucun pré-diagnostic écologique n'a été réalisé dans le cadre de cette étude.

La zone de projet correspond à un habitat de type prairie de fauche et zone pâturée, ainsi qu'à des espaces artificialisés (zone de parking, voirie de desserte). Elle est bordée par un ourlet boisé la séparant des autres espaces artificialisés retrouvés à proximité (habitations, infrastructures routières).

### 3.2.4 SYNTHESE MILIEU NATUREL

Aucun site Natura 2000, APPB, ZNIEFF ou zone humide ne se situe dans l'aire d'étude.

Le SRADDET identifie la zone d'étude au sein d'un ensemble artificialisé, en limite d'un espace perméable lié aux milieux aquatiques et terrestres.

## 3.3 MILIEU HUMAIN

### 3.3.1 USAGES DU SITE

#### 3.3.1.1 VOISINAGE

La zone d'étude est occupée par des bureaux, commerces (zone d'activités d'Amancy), habitations et parkings. Elle est également traversée par plusieurs routes, notamment les routes départementales D903 et D1203.

Par ailleurs, des prairies et des haies arborées sont présentes.

Des photographies de la zone d'étude sont disponibles en Annexe 4 de la demande d'examen au cas par cas.

#### 3.3.1.2 DESSERTE ET ACCES

L'accès au site se fait à l'est par la route de Thonon (D903).

Le site possède une bonne desserte puisqu'un giratoire comprenant 6 sorties est présent à proximité immédiate du site du projet. Il dessert les voies suivantes :

- Route de Thonon (D903) ;
- Boulevard du Maquis des Glières (D1203) ;
- Rue de la Goutette ;
- Avenue Victor Hugo ;
- Route de Bonneville (D1203) ;
- Rue du Quarré.

La zone d'activités d'Amancy, située à l'est de la zone de projet, en continuité de celle-ci, est desservie par les transports en commun (arrêt de bus, ligne L reliant La Roche-sur-Foron à Amancy) du réseau Proxim Iti.

### 3.3.2 RISQUES TECHNOLOGIQUES – ACTIVITE POLLUANTE

**Sources des données : DREAL, Géorisques**

La commune d'Amancy n'est pas couverte par un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT).

On note la présence de 55 sites CASIAS dans un rayon de 1 km autour de la zone d'étude. Parmi ceux-ci, deux sites CASIAS se situent dans la zone d'étude. Ils sont présentés dans le Tableau 9.

N° CASIAS	Nom usuel	Raison sociale	Activité
SSP4079625	Garage avec dépôt de voitures	M. LAVERRIERE (Laverrière) Michel	G45.21A - Garages, ateliers, mécanique et soudure
			E38.31Z - Démantèlement d'épaves, récupération de matières métalliques recyclables (ferraille, casse auto...)
SSP4081675	Atelier de réparation de matériel agricole	SARL VIDONNE (Gérant : Bernard VIDONNE)	G45.21A - Garages, ateliers, mécanique et soudure
			V89.03Z - Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)
			G45.21A - Garages, ateliers, mécanique et soudure

Tableau 9 : Sites CASIAS recensés au sein de la zone d'étude

On recense la présence de 2 sites ex-BASOL dans un rayon de 1 km autour de la zone d'étude. Ils sont présentés dans le Tableau 10.

N° ex-BASOL	Nom usuel	Description	Distance au site
SSP0011615	DECHAMBOUX	<p>La première campagne, en novembre 2009, a mis en évidence, sur les piézomètres situés en latéral et en aval hydraulique, des teneurs modérées en solvants chlorés et notamment en trichloréthylène et perchloroéthylène dont la somme des concentrations était proche de la limite de potabilité fixée à 10 µg/l. Toutefois, en aval hydraulique, les teneurs en perchloroéthylène ont rapidement augmenté pour se stabiliser, en 2010, 2011 et au premier semestre 2012, entre 400 et 650 µg/l. Sur cette même période, les concentrations en trichloréthylène sont quant à elles restées généralement inférieures à 100 µg/l malgré quelques pics pouvant atteindre 250 µg/l. En octobre 2012, les teneurs de ces deux composés ont augmenté pour atteindre respectivement 1200 et 810 µg/l puis 1100 et 7,8 µg/l, en janvier 2013. Enfin, en avril 2013, la teneur en perchloroéthylène est redescendue à 530 µg/l, celle en trichloréthylène à 3 µg/l.</p> <p>Précisons par ailleurs que le chlorure de vinyle n'a été détecté qu'une seule fois, à une teneur très faible de 0,19 µg/l dans l'ouvrage amont.</p> <p>Enfin, les hydrocarbures n'ont été détectés qu'à deux reprises à une concentration maximale de 250 µg/l et les PCB n'ont jamais été détectés.</p> <p>Ces résultats montrent l'apparition d'une pollution de la nappe plusieurs mois après le sinistre, une évolution chaotique des teneurs en solvants chlorés mais la quasi-absence d'autres substances. Dans ces conditions, le lien entre la pollution des eaux souterraines et l'incendie du 29 juin 2008 qui a touché principalement des déchets contenant des hydrocarbures ne paraît pas établi.</p>	540 m ouest

		<p>Compte tenu de ces résultats l'inspection des installations classées a proposé au préfet des prescriptions, reprises dans l'arrêté préfectoral du 22 avril 2013 :</p> <p>1- d'études approfondies, à réaliser sous un délai de 6 mois, comprenant un diagnostic des pollutions du site, une évaluation de leurs impacts sur les milieux ainsi que la définition de mesures de gestion permettant de garantir la compatibilité entre l'état des milieux potentiellement affectés et les usages dont ils font ou sont susceptibles de faire l'objet,</p> <p>2- la surveillance des eaux souterraines dans l'emprise et dans l'environnement de l'établissement afin de suivre l'évolution de la qualité de ce milieu.</p> <p>Ces éléments permettront de connaître l'origine, la nature et les enjeux environnementaux de cette pollution ainsi que de définir et des mesures de gestion permettant de limiter ses impacts afin qu'ils ne présentent pas d'incompatibilité avec les usages des milieux.</p>	
SSP0011617	DECHAMBOUX (Régénération)	<p>Suite à l'arrêt des installations, la société DECHAMBOUX a fait réaliser un premier diagnostic de la pollution du sous-sol en janvier/février 2009. Les résultats des analyses ont mis en évidence des contaminations en solvants chlorés et en hydrocarbures sur l'ensemble du site à des concentrations maximales pour les principaux polluants de 1 200 mg/kg en PCE, 130 mg/kg en TCE, 43 mg/kg en chlorure de vinyle, 3 900 mg/kg en HCT dont 222 mg/kg de fractions volatiles.</p> <p>Après le démantèlement des bâtiments, le nettoyage, le dégazage et l'élimination des cuves et des canalisations en mars 2009 afin de mettre en sécurité le site, un deuxième diagnostic de sol a confirmé la présence des polluants précités à des teneurs maximales de 400 mg/kg en PCE, 410 mg/kg en TCE, 0,91 mg/kg en chlorure de vinyle, 34 000 mg/kg en HCT dont 1 010 mg/kg de fractions volatiles.</p> <p>Les travaux de dépollution qui ont suivi ont consisté en l'excavation de 570 T de terres qui ont été envoyées en traitement par désorption thermique dans l'établissement exploité par GRS VALTECH à Saint-Pierre-de-Chandieu. La profondeur des fouilles n'a pas dépassé 2 m pour ne pas déstabiliser les bâtiments voisins.</p> <p>A l'issue de ces travaux, de nouvelles analyses ont été réalisées montrant une pollution résiduelle à des teneurs maximales de 320 mg/kg en PCE, 210 mg/kg en TCE et 3 400 mg/kg en HCT dont 268 mg/kg de fractions volatiles, le chlorure de vinyle n'ayant pas été détecté.</p> <p>Les fouilles ont ensuite été remblayées par des terres saines après la pose d'une géomembrane.</p> <p>Trois piézomètres (2 en amont et un en aval) ont été implantés en janvier 2010, à des profondeurs comprises entre 4,7 et 8 m. Les analyses des carottages obtenus lors de la réalisation de ces ouvrages montrent principalement la présence de TCE (59 mg/kg), de PCE (56 mg/kg) et d'HCT (2 800 mg/kg dont 94 mg/kg de fractions volatiles).</p> <p>Les 3 campagnes d'analyses des eaux souterraines réalisées après la création de ces ouvrages mettent en évidence des contaminations en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- cis-1,2-dichloroéthylène (1 200 mg/L en janvier 2010), la situation s'améliore ;</li> <li>- trans-1,2-dichloroéthylène (65 mg/L en janvier 2010), la situation s'améliore ;</li> <li>- PCE (150 mg/L en janvier 2010), la situation s'améliore ;</li> <li>- TCE (1 500 mg/L en janvier 2010), la situation s'améliore ;</li> <li>- chlorure de vinyle (120 mg/L en janvier 2010), la situation s'améliore ;</li> <li>- benzène (3,9 mg/L en janvier 2010), la situation s'améliore ;</li> <li>- benzo(a)pyrène (0,15 µg/L en janvier 2010), la situation reste stable ;</li> </ul>	890 m sud-ouest



		<ul style="list-style-type: none"> <li>- somme 4 HAP (0,92 µg/L en janvier 2010), la situation s'améliore ;</li> <li>- somme 6 HAP (1,67 µg/L en janvier 2010), la situation s'améliore ;</li> <li>- HCT (6,2 mg/L en janvier 2010), la situation reste stable.</li> </ul> <p>L'arrêté préfectoral du 22 avril 2013 impose à l'exploitant de réaliser :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un diagnostic approfondi des milieux permettant de circonscrire les différentes pollutions constatées ;</li> <li>- des investigations à l'extérieur du site afin de caractériser l'état des milieux et de s'assurer de leur compatibilité avec leurs usages constatés ou prévus ;</li> <li>- un mémoire de réhabilitation ;</li> <li>- une surveillance semestrielle de la qualité des eaux souterraines sur les paramètres suivants : HCT, HAP, COHV, PCB, BTEX et métaux (arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, plomb, nickel, zinc).</li> </ul>	
--	--	--	--

Tableau 10 : Sites ex-BASOL recensés dans un rayon de 1 km

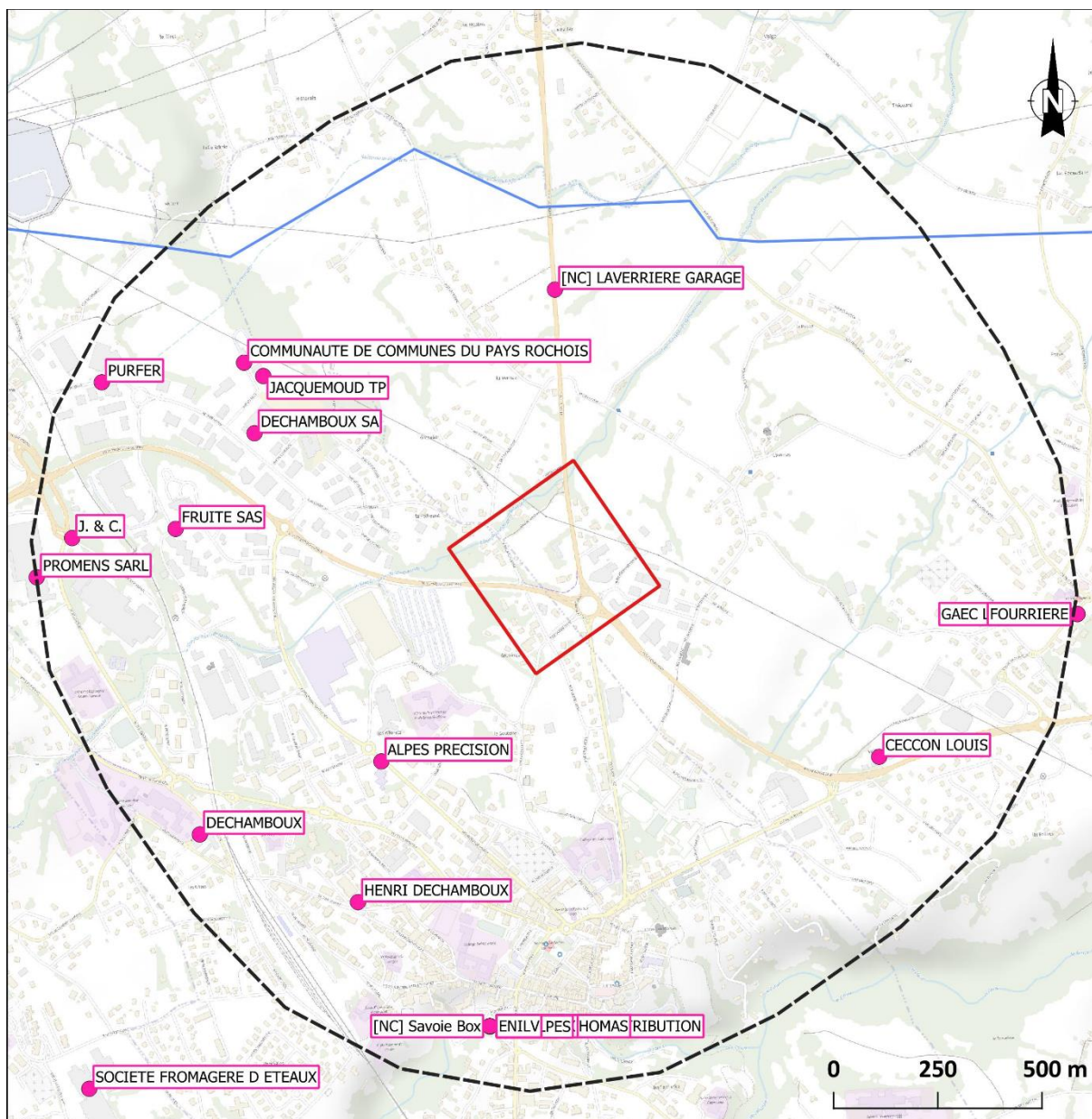
La zone d'étude n'est pas concernée par des sites ICPE. On recense toutefois 18 ICPE dans un rayon de 1 km. Ces sites sont présentés dans le Tableau 11. Six ICPE sont localisées au même endroit d'après Géorisques.

Code Aiot	Nom usuel	Type d'activité	Régime en vigueur	Statut SEVESO	Distance au site
0010800262	[NC] LAVERRIERE GARAGE	Non renseigné	Non ICPE	Non renseigné	410 m nord
0006111543	JACQUEMOUD TP	Non renseigné	Non ICPE	Non renseigné	610 m nord-ouest
0006114182	COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS ROCHOIS	Non renseigné	Enregistrement	Non Seveso	660 m nord-ouest
0006104671	DECHAMBOUX SA	Non renseigné	Autorisation	Non Seveso	540 m nord-ouest
0010800501	PURFER	Non renseigné	Autorisation	Non Seveso	920 m nord-ouest
0057400333	FRUITE SAS	Non renseigné	Non ICPE	Non renseigné	660 m ouest
0057400619	J. & C.	Non renseigné	Autorisation	Non Seveso	900 m ouest
0010800019	PROMENS SARL	Non renseigné	Autorisation	Non Seveso	990 m ouest
0010800028	ALPES PRECISION	Non renseigné	Autres régimes	Non renseigné	430 m sud-ouest
0006104672	DECHAMBOUX	Non renseigné	Autorisation	Non Seveso	890 m sud-ouest
0100029944	HENRI DECHAMBOUX	Non renseigné	Non ICPE	Non renseigné	890 m sud-ouest
0057400334	BERTHON THOMAS	Non renseigné	Non ICPE	Non renseigné	850 m sud
0003204812	[NC] Savoie Box	Non renseigné	Non ICPE	Non renseigné	850 m sud
0003202126	DECHAMBOUX DISTRIBUTION	Non renseigné	Non ICPE	Non renseigné	850 m sud
0057400328	ENILV	Non renseigné	Autres régimes	Non renseigné	850 m sud

0010800503	IMP ALPES	Non renseigné	Autres régimes	Non renseigné	850 m sud
0006114338	VUAGNOUX	Non renseigné	Autres régimes	Non renseigné	850 m sud
0003201497	CECCON LOUIS	Non renseigné	Enregistrement	Non Seveso	670 m sud-est

Tableau 11 : ICPE recensées dans un rayon de 1 km

L'aire d'étude n'est pas concernée par des canalisations de transport de gaz.



### Légende

- Zone d'étude
- Rayon de 1 km
- Canalisation de transport de gaz
- ICPE

Sources : IGN, Géorisques ■ Réalisation : Amétén



Figure 23 : Localisation des ICPE et des canalisations de transport de gaz



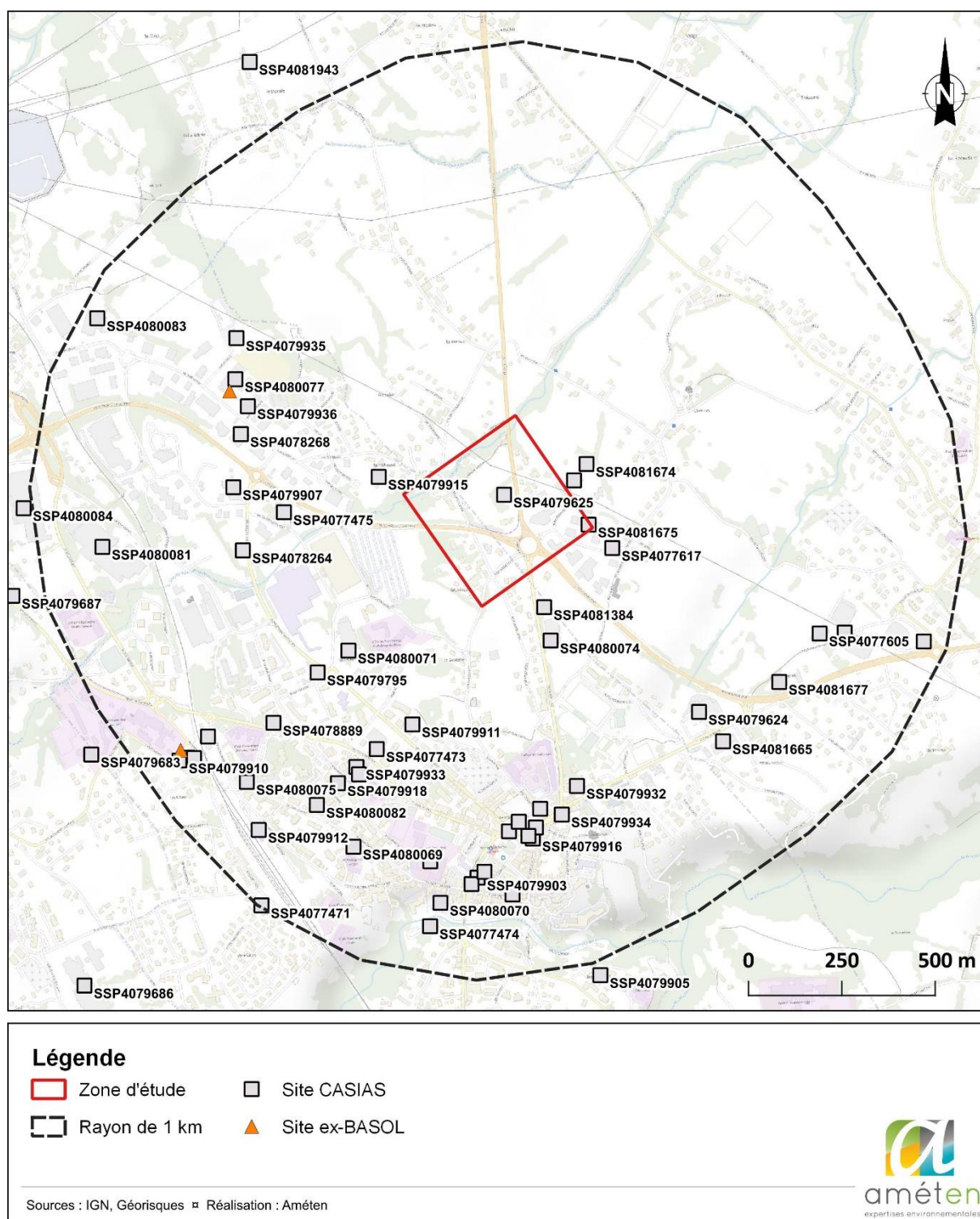


Figure 24 : Localisation des sites CASIAS et ex-BASOL

### 3.3.3 URBANISME

#### Sources des données : Géoportail de l'urbanisme

La commune d'Amancy est couverte par un Plan Local d'Urbanisme (PLU), dont la dernière procédure a été approuvée le 10 juin 2024.

La zone d'étude est classée en zone Ux « Zone d'activités ». D'après le règlement du PLU, il s'agit d'un secteur d'accueil des activités industrielles et artisanales.



Le règlement du PLU encadre les occupations et utilisations du sol au sein de chaque zonage. Concernant la zone Ux :

« Sont interdits :

- Les habitations,
- Les exploitations agricoles ou forestières,
- Les commerces (sauf sous les conditions de l'article 2),

Sont également interdits :

- Les dépôts de matériaux et de déchets de toute nature,
- L'ouverture et l'exploitation de carrières,
- Les constructions légères, transportables, sans fondations, sauf dans le cas de bâtiments publics ou d'intérêt collectif,
- Les travaux, installations et aménagements mentionnés aux articles R.421-19 (à l'exception du a.) et R.421-23 (à compter du c.) du Code de l'Urbanisme. »

Certaines occupations et utilisations du sol sont admises sous conditions particulières. Il est notamment indiqué que « Les activités commerciales accessoires à une activité artisanale ou industrielle sont autorisées sous réserve qu'elles soient en rapport avec l'activité principale concernée sur le même ensemble de la zone d'activité, et si elles n'excèdent pas 30% de la surface utilisée.

*Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisées dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris et que les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques ».*

Le projet est compatible avec le règlement de la zone Ux.

La représentation graphique du zonage du PLU au niveau de la zone d'étude est présenté sur la Figure 25. La légende est disponible en Figure 26.

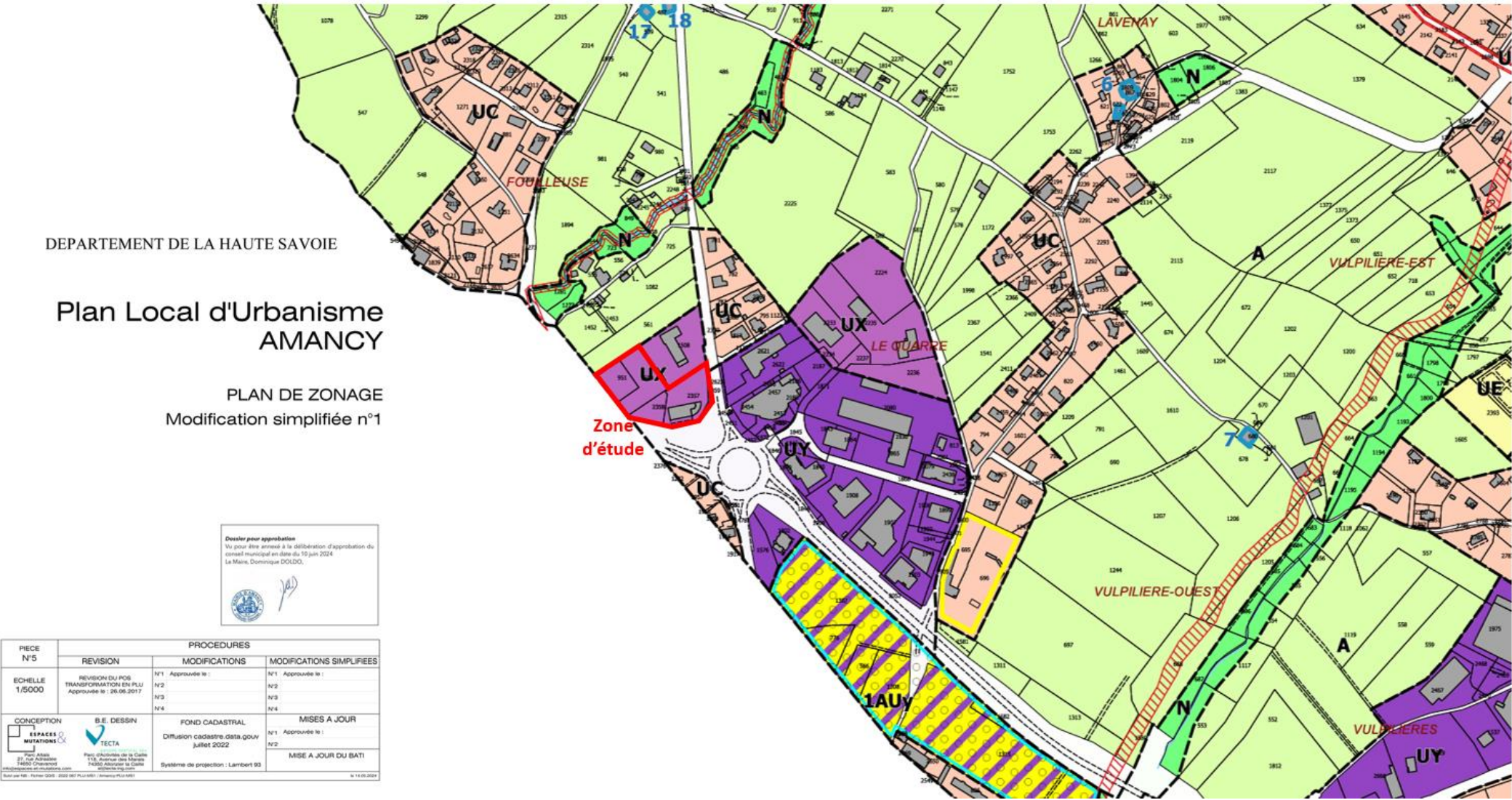









Figure 25 : Extrait du zonage du PLU d'Amancy

## Légende

### ZONES URBAINES

	UA - Zone d'urbanisation dense
	UB - Zone d'urbanisation de densité moyenne, densité à conforter
	UC - Zone d'urbanisation de densité moyenne à faible, tissu pavillonnaire
	UE - Zone d'équipement publics
	UF - Zone SNCF
	UX - Zone d'activités
	UY - Zone d'activités commerciales




### ZONES A URBANISER

	1AUab - Zone à urbaniser
	1AUc - Zone à urbaniser
	1AUx - Zone à urbaniser
	1AUy - Zone à urbaniser

### ZONES AGRICOLES

	A - Zone agricole
	Ap - Secteur d'activités agricoles à valeur paysagère

### ZONES NATURELLES ET FORESTIERES

	N - Zone naturelle
	Ne - Secteur naturel d'équipements publics ou d'intérêt collectif de plein air et équipements d'infrastructure
	Ns - Secteur correspondant à des habitats naturels sensibles

### INFRASTRUCTURES ET EMPLACEMENTS RESERVES

	Emplacement réservé
	Numéro de l'emplacement réservé

### RENSEIGNEMENTS DIVERS

Les servitudes de mixités sociales définies en application de l'article L.151-15 du Code de l'Urbanisme s'appliquent à l'ensemble des zones UA/UB/UC/1AUab/1AUc. Se référer au règlement écrit















	Secteurs soumis à orientation d'aménagement et de programmation
	Secteur d'intérêt paysager à préserver au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme
	Servitude imposant le maintien d'un linéaire à vocation commerciale au titre de l'article L.151-16 du Code de l'Urbanisme
	Itinéraire inscrit au PDIPR et identifié au titre de l'article L.151-38 du Code de l'Urbanisme
	Bâti existant repéré "patrimonial" au titre de l'article L.151-19 alinéa du Code de l'Urbanisme
	Captage
	Périmètre de protection immédiate
	Risque technique : Canalisation de gaz, repérage au titre de l'article R.123-11-b du Code de l'Urbanisme
	Risque technique : Zone non aedificandi, repérage au titre de l'article R.123-11-b du Code de l'Urbanisme
	Bande correspondant aux effets liés à la canalisation de gaz (SUP)
	Secteur d'aléas fort
<b>Au titre de l'article R.123-11-i du Code de l'Urbanisme</b>	
	Zone humide
	Corridors et continuités écologiques identifiés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme
<b>Au titre de l'article L.151-41-5 du Code de l'Urbanisme</b>	
	Servitude de gel

Figure 26 : Légende de l'extrait du zonage du PLU d'Amancy



### 3.3.4 AGRICULTURE

Certaines parcelles de la zone d'étude sont inventoriées en tant que parcelles agricoles, comme le montre la Figure 27. Selon le Registre Parcellaire Graphique (RPG) de 2021, recensant les parcelles déclarées à la PAC, il s'agissait de prairies permanentes et d'une parcelle d'orge.

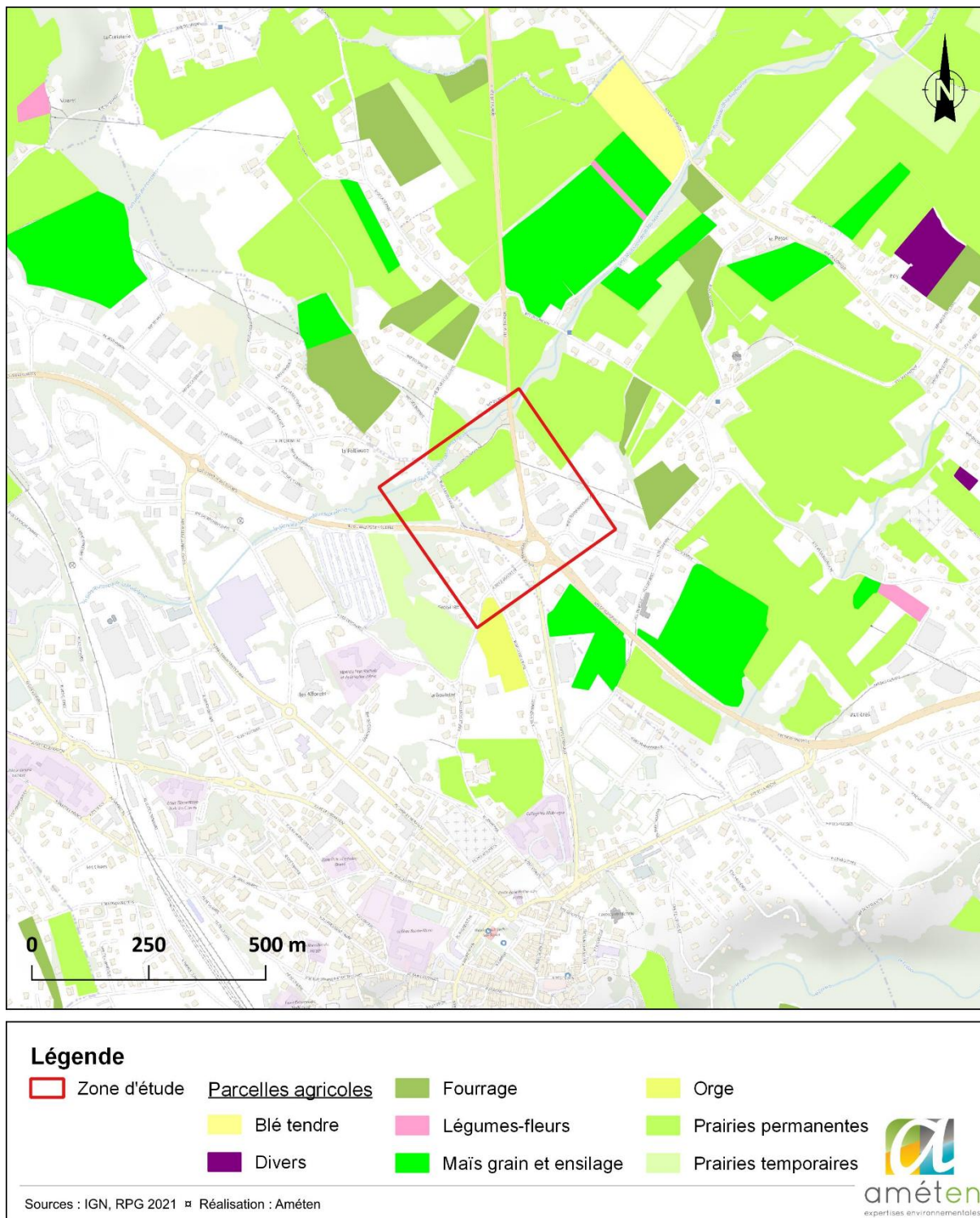


Figure 27 : Parcelles agricoles au droit de la zone d'étude et à proximité

### 3.3.5 SYNTHESE MILIEU HUMAIN

Au sein de la zone d'étude, on recense deux sites CASIAS. La commune d'Amancy n'est pas concernée par un PPRT. Le PLU classe l'aire d'étude dans la zone Ux, correspondant au secteur d'accueil des activités industrielles et artisanales.

## 3.4 PAYSAGE ET PATRIMOINE

### 3.4.1 PAYSAGE

La zone d'étude s'inscrit dans un paysage de type discontinu avec une partie urbaine composée de voiries, de parkings, de bâtiments, et une partie naturelle avec la présence de prairies et haies arborées.

Des photographies de la zone d'étude sont disponibles en Annexe 4 de la demande d'examen au cas par cas.

### 3.4.2 PATRIMOINE

**Source des données :** Ministère de la Culture

D'après l'Atlas des patrimoines du Ministère de la Culture, la zone d'étude n'est concernée par aucun élément du patrimoine. Elle se situe toutefois à proximité (80 m environ) d'un périmètre de protection au titre des abords d'un monument historique.



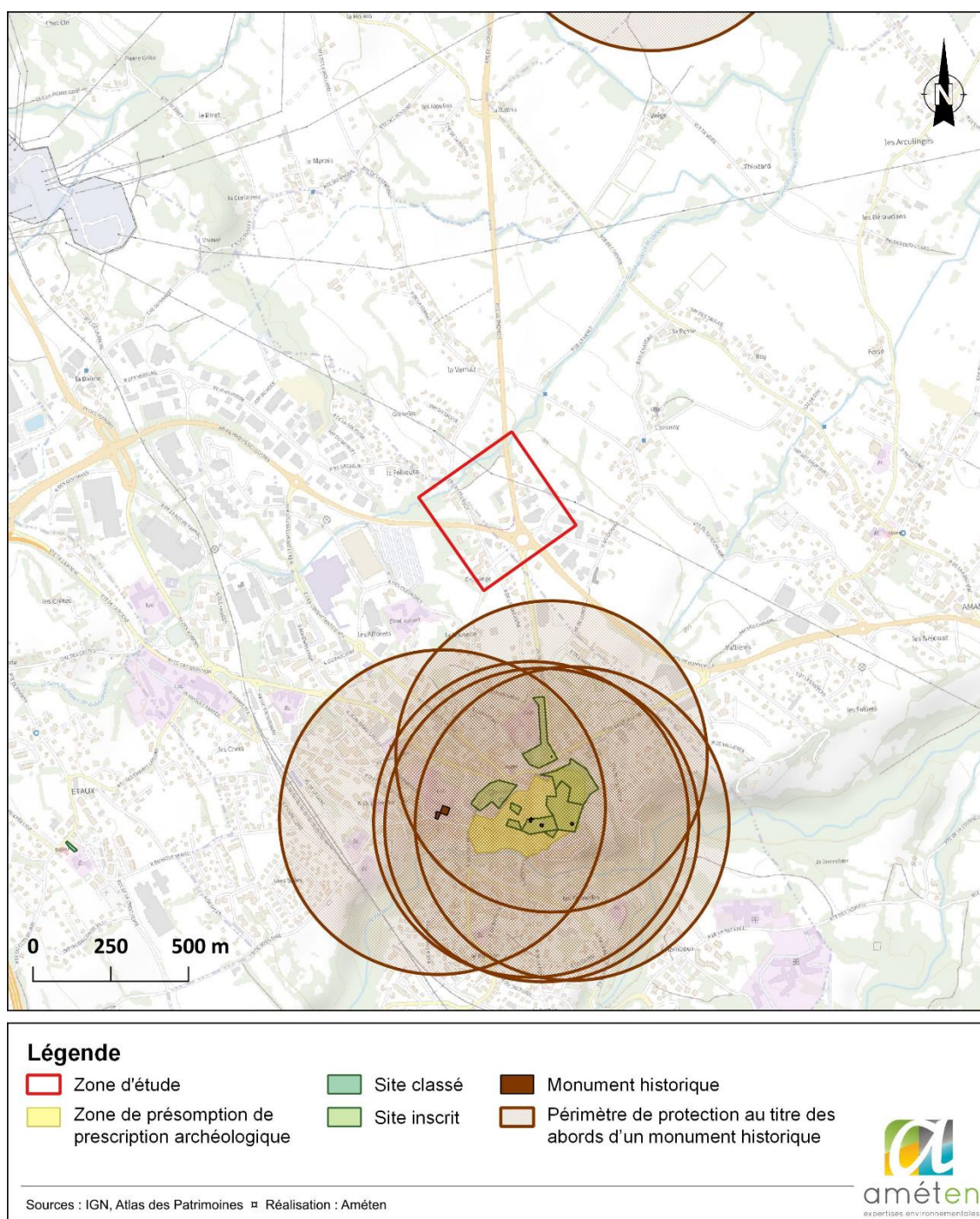


Figure 28 : Eléments du patrimoine à proximité de la zone d'étude

### 3.4.3 SYNTHÈSE PAYSAGE ET PATRIMOINE

L'emprise du projet s'inscrit dans un paysage de type discontinu composé d'un secteur urbain, et de milieux naturels. Aucun élément du patrimoine n'est recensé dans le secteur d'étude.



## 3.5 CADRE DE VIE ET NUISANCES

### 3.5.1 QUALITE DE L'AIR

La commune d'Amancy appartient au périmètre du Plan de Prévention de l'Atmosphère de l'Arve.

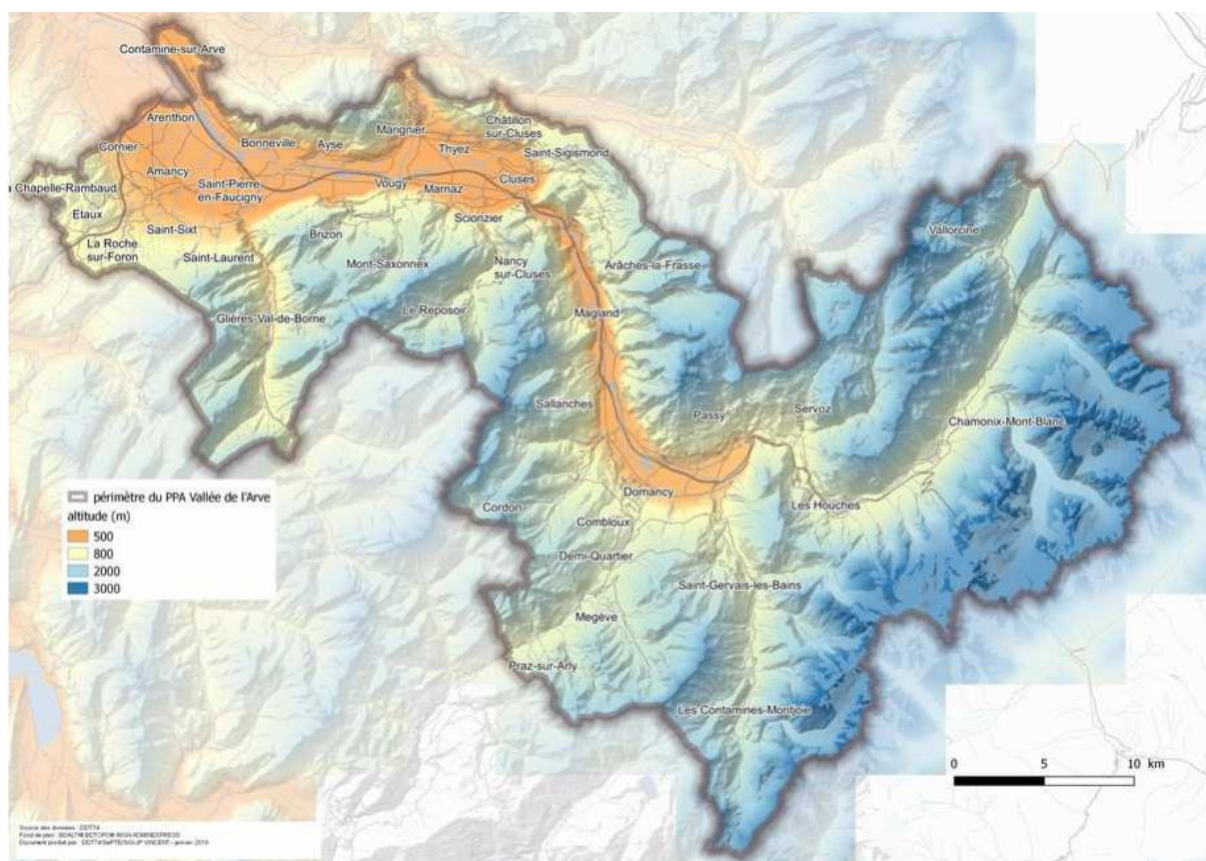
Approuvé le 16 février 2012, le périmètre comprend 41 communes pour environ 160 000 habitants. L'ensemble de ces communes constitue un « bassin d'air » du fait de leurs caractéristiques topographiques et aérologiques homogènes.

La configuration de la dispersion des polluants étant liée à la configuration de vallée, le périmètre retenu pour le PPA, est de crête à crête, de Contamines sur Arve à Vallorcine. Les communes de La-Chapelle-Rambaud, Eteaux (ou Etaux), Cornier et La Roche-Sur-Foron forment l'entonnoir d'accès à la vallée à l'Ouest de la zone PPA. Elles donnent l'accès à l'entrée d'une vallée au relief marqué qui est une zone de transit à la fois de marchandises mais aussi de flux touristiques avec l'accès aux stations de montagne.

La vallée de l'Arve présente une topographie encaissée, bordée par différents massifs montagneux. Cette topographie contraint la circulation des masses d'air avec :

- une montée des masses d'air la journée,
- une descente de l'air froid en fond de vallée la nuit.

La pollution évacuée pendant la journée est alors ramenée dans le fond de la vallée pendant la nuit.



Bien que les reliefs des Alpes soient conséquents, les vents ne sont pas stoppés mais déviés et freinés. Les émissions polluantes peuvent donc se propager dans la vallée. Les vents étant plus faibles dans la vallée qu'en plaine, la dispersion des polluants est donc moindre.

De par son encaissement, la vallée de l'Arve reste relativement protégée des sources extérieures à la vallée, particulièrement en période hivernale quand l'atmosphère est stable. Comme le reste de la région elle peut toutefois être soumise à des pollutions extérieures notamment en période estivale. Les taux d'intrants sont beaucoup plus faibles lors des épisodes pollués hivernaux en raison d'une météorologie stable.

L'hiver, le phénomène d'inversion est très présent et empêche le brassage vertical de l'air. A cela s'ajoute l'utilisation du chauffage qui génère des émissions polluantes supplémentaires.

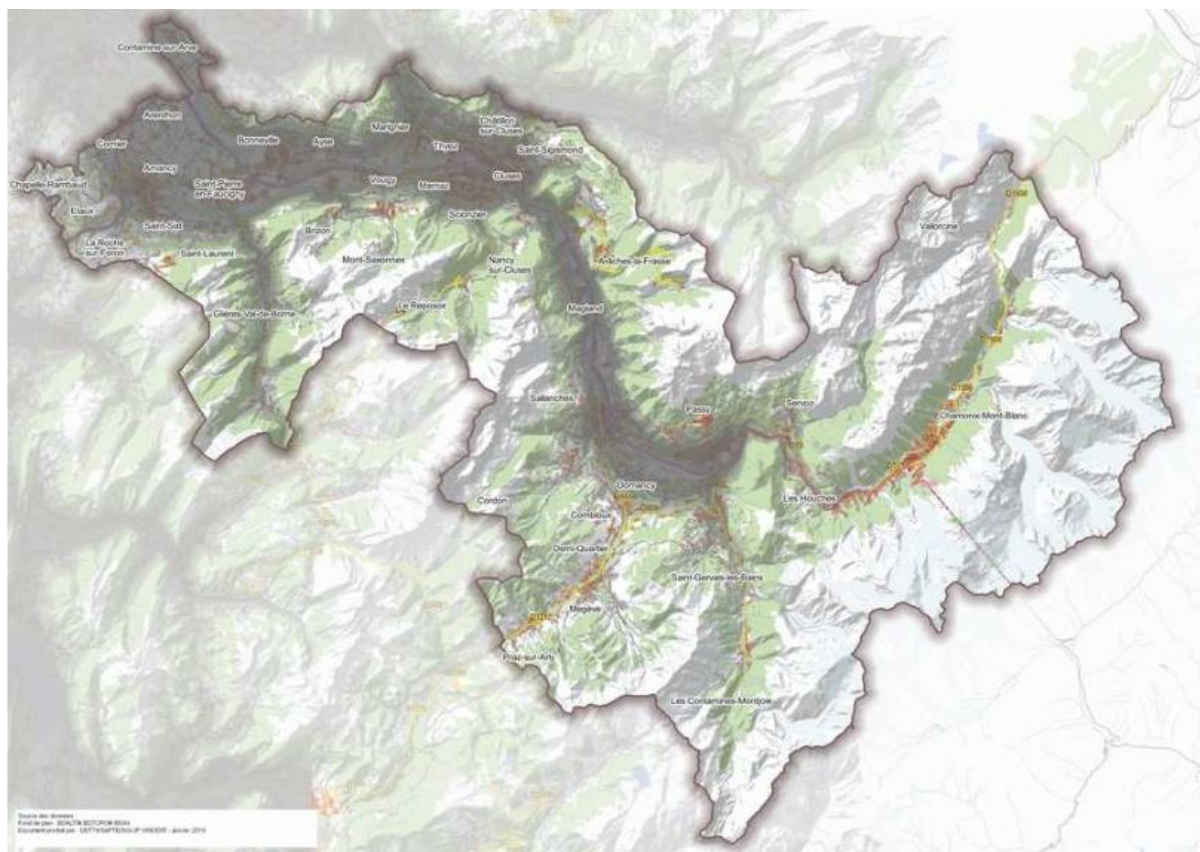


Figure 29 : Matérialisation des couches d'air situées entre 700 et 1 000 m d'altitude dite "couche d'inversion de température" (Source : PPA 2)

Le bassin d'air de la vallée de l'Arve constitue un milieu particulièrement sensible à la pollution atmosphérique en raison, d'une part, de la topographie étroite de la zone avec d'importants reliefs (induisant une concentration dans un espace réduit de toutes les activités humaines et des émissions qui en résultent) et d'autre part, de la météorologie qui peut limiter la dispersion atmosphérique, notamment en hiver en favorisant l'accumulation des polluants dans les basses couches de l'atmosphère. Bien que cette zone ne soit pas plus polluante qu'une autre, sa faible capacité de dispersion des polluants demande une exigence supplémentaire.

### 3.5.1.1 PPA1 – PERIODE 2012-2018

Au niveau européen, la directive européenne n° 2008/50/CE du 21 mai 2008 prévoit que dans les zones et agglomérations où les valeurs limites de concentration de polluants atmosphériques sont dépassées, les Etats membres de l'Union Européenne doivent obligatoirement élaborer des plans ou des programmes permettant d'atteindre ces valeurs.

En France, la loi du 30 décembre 1996 introduit les Plans de Protection de l'Atmosphère (PPA), qui permettent la mise en place de mesures en vue de limiter les concentrations de polluants dans l'air. La réalisation d'un PPA devient une obligation pour les agglomérations de plus de 250 000 habitants ou

pour les zones où le dépassement des valeurs limites de polluants évoqués ci-dessus est observé ou risque de l'être.

La vallée de l'Arve est concernée par un PPA en raison de dépassements relevés en PM10 et NO2.

Approuvé par arrêté préfectoral, un premier PPA a été mis en œuvre en février 2012, et a permis la mise en place des mesures suivantes :

- pour le secteur résidentiel, une mise en conformité des installations de chauffage au bois, tant pour les nouvelles installations que pour les anciennes, la création d'un fond « Air Bois » pour subventionner les mises aux normes des particuliers (2500 appareils de chauffage au bois peu performants renouvelés entre 2013 et 2017, portés à 3 200 à l'été 2018) ainsi que des aides pour se raccorder au gaz naturel.
- pour les industries, des contraintes supplémentaires en matière d'émissions de poussières à l'égard des installations classées ayant recours à des systèmes de combustion utilisant la biomasse. Des mesures spécifiques ont également été introduites pour l'usine SGL Carbone et l'incinérateur de Passy ;
- pour le transport, une interdiction des camions les plus polluants en cas de pic de pollution majeur et des mesures spécifiques de limitation de vitesse en vigueur entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 31 mars (ex : 110 km/h sur le réseau autoroutier du secteur).

En mesure d'accompagnement, l'opération MOBIL'ARVE, lancée en 2014, a visé la mise en œuvre de solutions alternatives à l'autosolisme via des plans de mobilité à l'échelle d'établissement et de zones d'activités.

Ces mesures ont permis de constater de réelles baisses des émissions de polluants. Globalement, les moyennes annuelles relevées sur les stations fixes baissent d'année en année et suivent la tendance régionale d'amélioration de la qualité de l'air. Cela peut s'expliquer par les actions portées par le PPA ainsi que par les évolutions tendancielle (évolution du parc automobile, amélioration de l'efficacité énergétique dans l'industrie, meilleure isolation des logements, etc.)

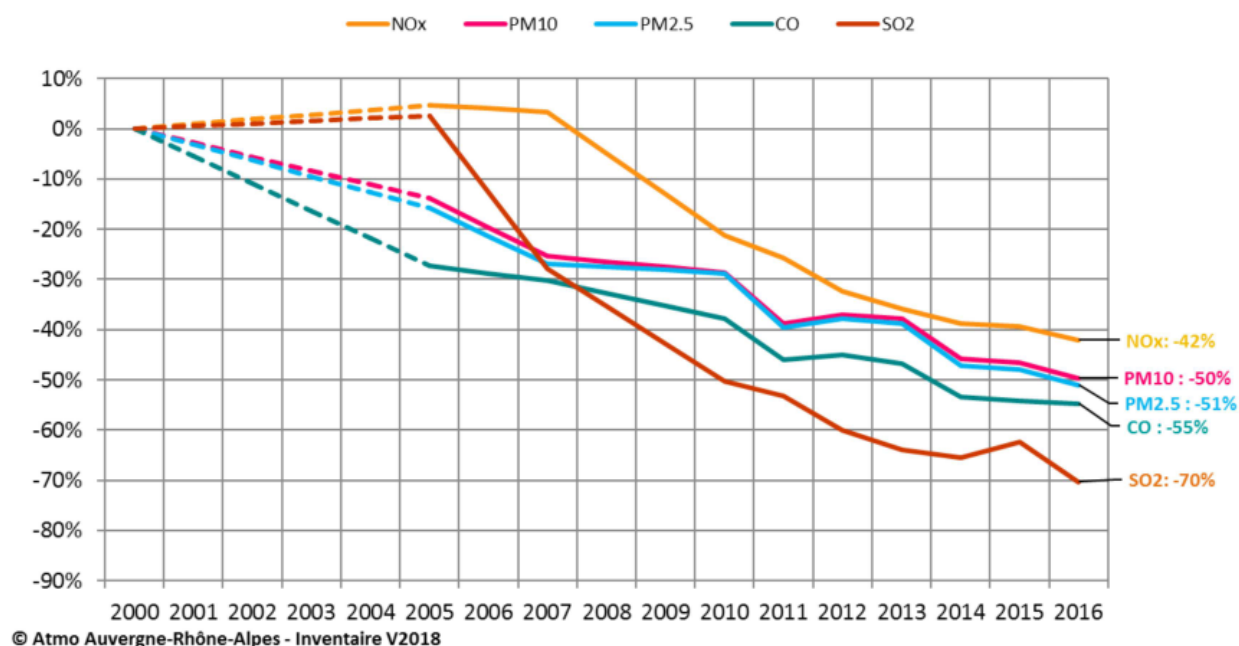


Figure 30 : Evolution des émissions depuis 2000 dans la zone de PPA de la vallée de l'Arve (Source : Plan de Prévention de l'Atmosphère de l'Arve révisé)



Pour les PM10 et les PM2,5, la baisse observée sur plusieurs années est imputable au secteur résidentiel (renouvellement progressif des appareils individuels de chauffage au bois), au transport routier (renouvellement du parc automobile) et à l'industrie (amélioration des procédés, réduction d'activités, fermeture de certaines unités).

Pour les NOx, on constate une baisse de l'ordre de 42% des émissions entre 2000 et 2016. Cette baisse est principalement due au secteur de l'industrie qui a amélioré ses techniques de dépollution (en lien avec la réglementation) et du transport routier (en raison du renouvellement du parc automobile). A noter que la baisse du transport routier est à nuancer avec l'augmentation des distances parcourues.

Pour le CO, on observe -55% d'émissions partir de 2000. Cette baisse s'explique par la limitation des émissions des secteurs résidentiel et transports routiers. L'augmentation des émissions de CO en 2010 est liée à un hiver plus froid.

La baisse des émissions de SO2 débute en 2005, est particulièrement liée à la diminution des émissions de l'industrie et des transports routiers en raison du renforcement de nombreuses réglementations. Cette diminution est cependant irrégulière en raison des variations d'émissions de certains établissements industriels.

Pour autant, des dépassements journaliers subsistent en particules fines surtout en hiver lorsque les conditions météorologiques sont favorables à l'accumulation des polluants et tout particulièrement dans le secteur de Sallanches-Passy. Le Plan de Prévention de l'Atmosphère de l'Arve est donc renouvelé.

### 3.5.1.2 PPA2 – PERIODE 2019-2023

Le PPA 2 révisé est donc mis en œuvre sur la période 2019-2023.

Même si la tendance est à l'amélioration, des dépassements des normes en vigueur (valeurs limites et valeurs cibles) motivent sa révision. Les principaux dépassements enregistrés ces dernières années concernent :

- des dépassements de l'objectif de qualité et de la recommandation OMS pour les PM2,5 à Passy ;

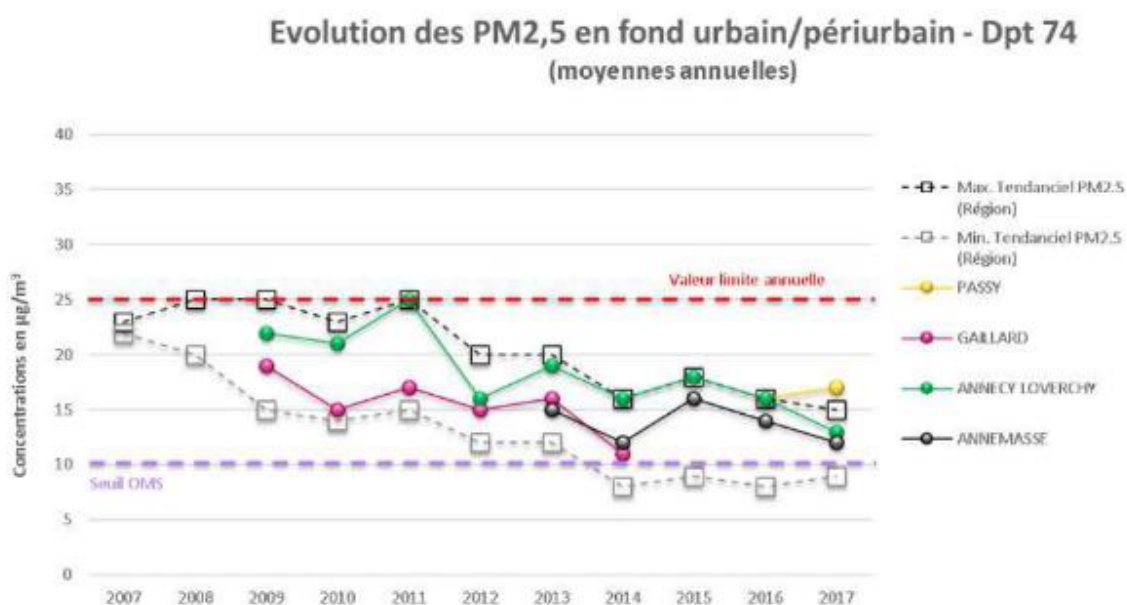


Figure 31 : Evolution des PM2,5 en fond urbain/périurbain (moyennes annuelles) (Source : PPA 2019-2023)

- des dépassements de la valeur limite, du niveau d'information et de recommandations des personnes sensibles pour les poussières fines de diamètre inférieur à 10  $\mu\text{m}$  (PM10) sur les stations fixes et sur des stations d'études ;

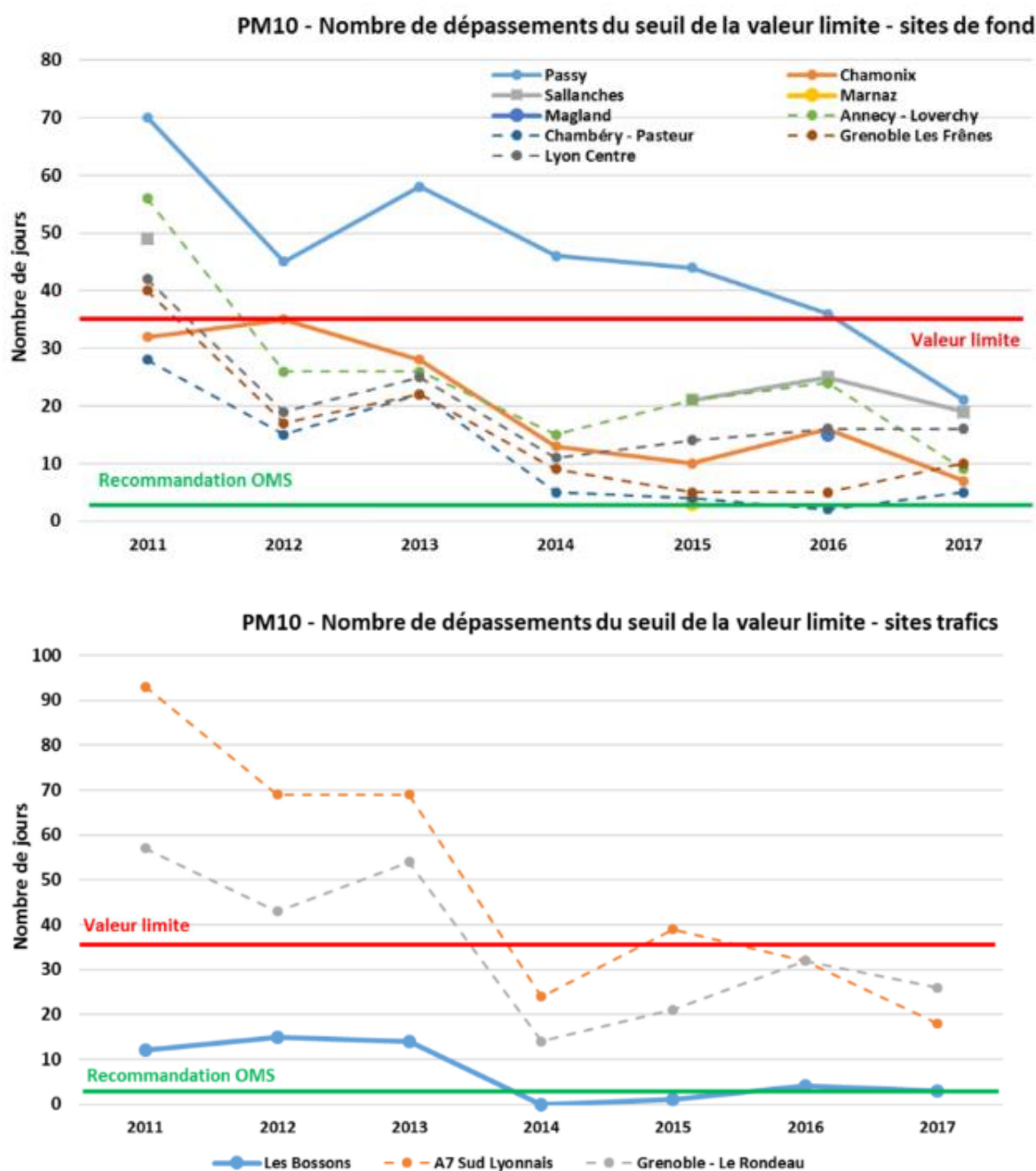


Figure 32 : Historique des dépassements du seuil de la VL journalière en PM10 en fond urbain et en proximité automobile  
(Source : ATMO Auvergne-Rhône-Alpes)

- des dépassements de la valeur limite pour le dioxyde d'azote à Saint-Gervais-les-Bains et aux Bossons et du seuil d'information et de recommandations à Chamonix ;

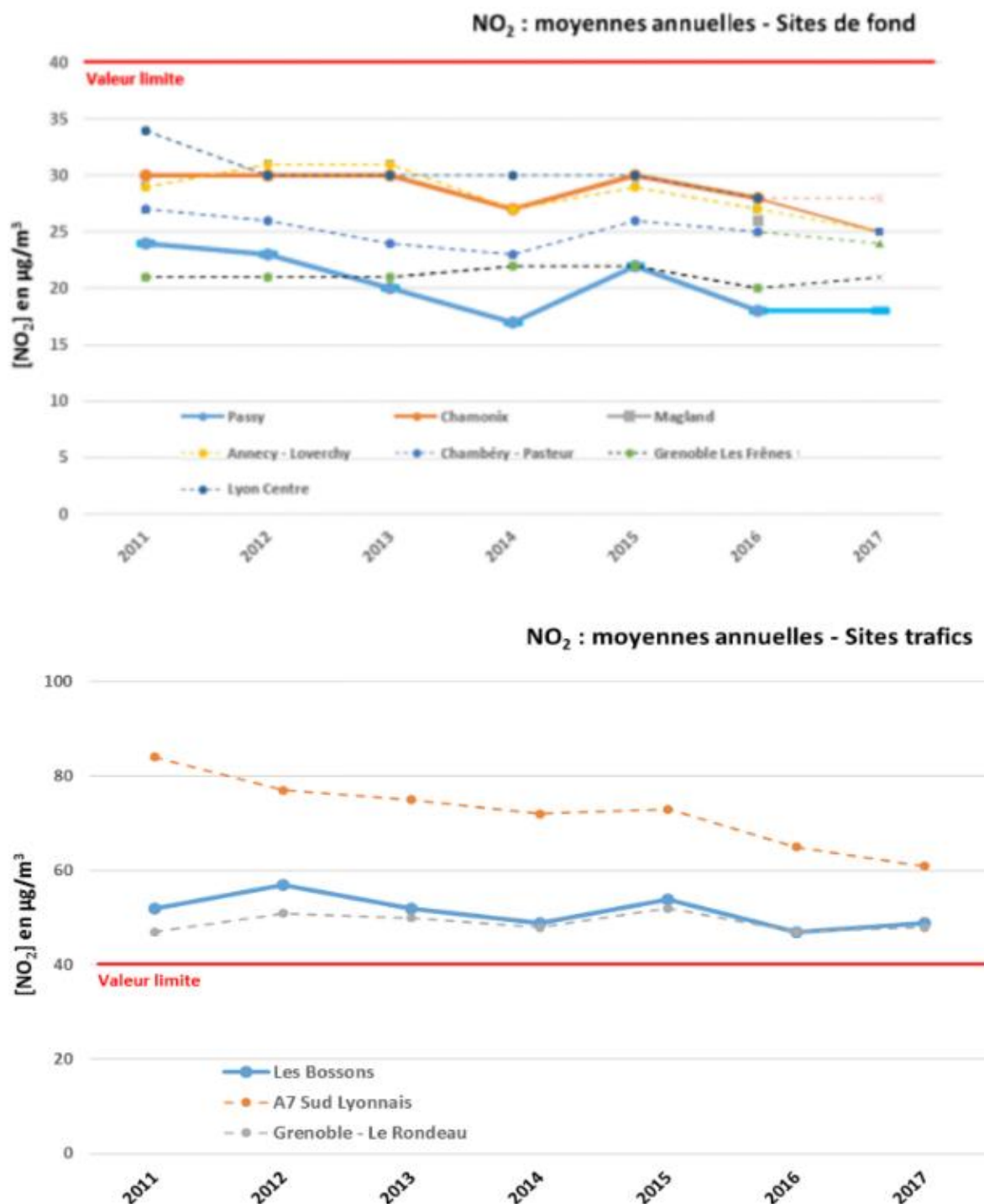


Figure 33 : Historique des moyennes annuelles en NO<sub>2</sub> en fond urbain et en proximité automobile (Source : ATMO AURA)

- des dépassements de la valeur cible des niveaux d'ozone mais également des objectifs de qualité pour la santé humaine et la végétation régulièrement observés sur l'ensemble de la zone. Le niveau d'information et de recommandations des personnes sensibles a déjà été dépassé en altitude sur la station de l'Aiguille du Midi ;



- des dépassements de la valeur cible du benzo(a)pyrène à Passy et Chedde ;

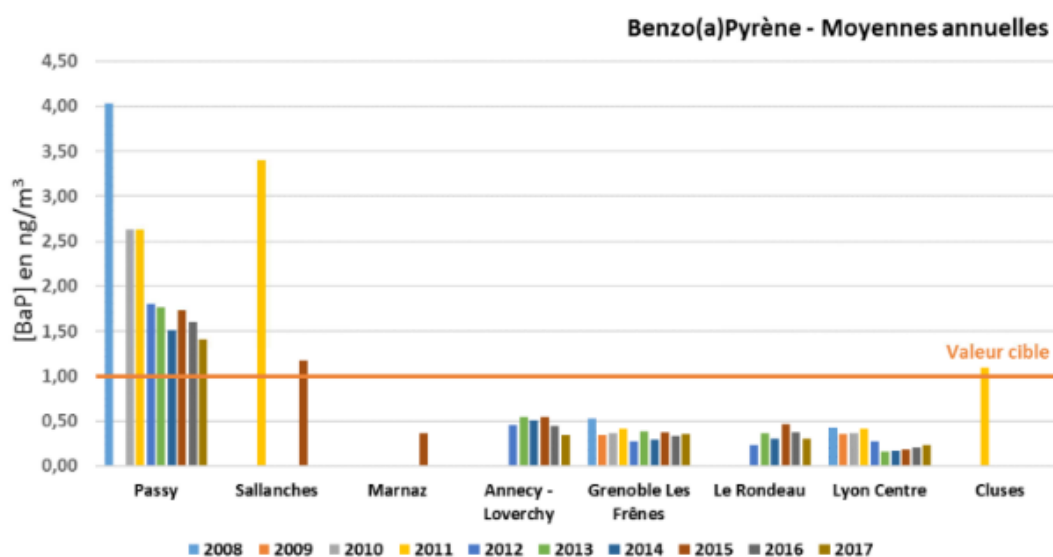


Figure 34 : Historique des dépassements des moyennes annuelles en B(a)P (Source : ATMO AURA)

La population de la vallée de l'Arve reste donc exposée. Une étude de Santé publique France (2017) montre que 8% de la mortalité de la vallée de l'Arve serait attribuable aux particules fines (PM<sub>2,5</sub>), soit l'équivalent de 85 décès prématurés par an. Réduire les concentrations annuelles moyennes de 30% pour ce seul polluant permettrait d'éviter 45 décès prématurés par an, et 967 années de vie gagnées correspondant en moyenne à 5 mois d'espérance de vie par personne pour la population de la vallée.

L'analyse qualitative des incertitudes va dans le sens d'une sous-estimation des impacts sanitaires, cette ÉQIS fournissant un ordre de grandeur a minima de l'effet. L'effet de la pollution de l'air dans la vallée de l'Arve se rapprocherait ainsi de celui rencontré dans les agglomérations françaises, sans atteindre la situation des grandes agglomérations les plus polluées (~13 % de mortalité attribuable aux particules fines).

Le PPA de la vallée de l'Arve a modélisé les populations exposées à un dépassement de la valeur limite annuelle aux principaux polluants :

- Dioxyde d'azote

Pour 2016, on estime à moins de 500 le nombre de personnes pouvant être exposées à un dépassement de la valeur limite annuelle en dioxyde d'azote. Ces populations exposées se situent le long des principaux axes routiers. Depuis 2013, le nombre de personnes exposées est assez faible. La comparaison des chiffres d'exposition d'une année sur l'autre est délicate du fait de changements dans les méthodes de calculs.

Nombre de personnes exposées à un dépassement de la valeur limite dans la zone PPA de l'Arve			
2013	2014	2015	2016
Moins de 500	Moins de 500	1000	500

Figure 35 : Populations exposées à un dépassement de la valeur limite en NO<sub>2</sub> - 2013 à 2016 (Source : PPA de l'Arve)

- Particules fines PM10

En 2016, on estime à environ 500 le nombre de personnes exposées à un dépassement de la valeur limite journalière. Ce nombre est en très nette baisse par rapport aux années précédentes. La comparaison des chiffres d'exposition d'une année sur l'autre est délicate du fait de changements dans les méthodes de calculs.

Nombre de personnes exposées à un dépassement de la valeur limite dans la zone PPA de l'Arve				
2012	2013	2014	2015	2016
2000	9000	4000	5000	500

Figure 36 : Populations exposées à un dépassement de la valeur limite journalière en PM10 - 2013 à 2016 (Source : PPA de l'Arve)

### 3.5.2 NUISANCES SONORES

Ce dispositif réglementaire préventif permet de repérer les secteurs les plus affectés par le bruit. Il se traduit par la classification du réseau de transports terrestres en tronçons auxquels est affectée une catégorie sonore, ainsi que par la délimitation de secteurs dits "affectés par le bruit", dans lesquels les futurs bâtiments sensibles au bruit devront présenter une isolation acoustique renforcée.

Les infrastructures de transports terrestres sont classées en 5 catégories selon le niveau de bruit qu'elles engendrent, la catégorie 1 étant la plus bruyante. Un secteur affecté par le bruit est défini autour de chaque infrastructure classée.

Le secteur de projet est intégralement classé en secteur affecté par le bruit, la RD1203 étant classé en catégorie 2 et la RD903 en catégorie 4.

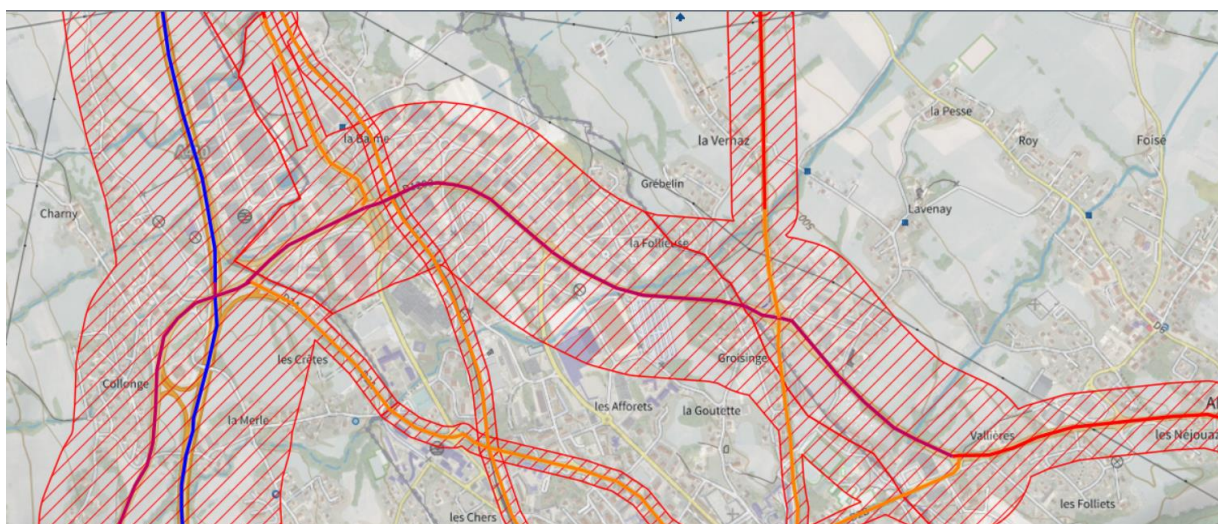


Figure 37 : Classement sonore des infrastructures de transport terrestre et secteurs affectés par le bruit (DDT74)

# 4 CARACTERISTIQUES DE L'IMPACT POTENTIEL DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE ET MESURES ASSOCIEES

L'évaluation des incidences prévisibles ou potentielles du projet sur l'environnement et la santé humaine s'évalue à partir de plusieurs critères suivant chaque thématique : *Exemple : perte de biodiversité, changement d'affectation des sols qui peut entraîner une altération du paysage et la rareté des biens, etc.*

L'objectif est d'identifier par expertise et de manière globale les éventuels effets du projet en intégrant déjà les critères d'analyse de l'article R122-5 du Code de l'environnement :

- Types d'effets : négatifs et positifs,
- Nature des effets : directs et indirects,
- Projection des effets : à court, moyen et long terme.

Le type d'effet prévisible est évalué par niveau pressenti d'incidences :

Niveau d'impact potentiel						
POSITIF	NUL ou NEGLIGEABLE	FAIBLE	MODERE	ASSEZ FORT	FORT	TRÈS FORT
	NON NOTABLE		NOTABLE			

Les impacts potentiels du projet sur l'environnement et la santé humaine sont présentés dans le Tableau 12 :

Thématiques	Incidences potentielles	Nature et importance / Mesures préconisées	Niveau d'incidence potentielle
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ?  Si oui, dans quel milieu ?	Aucun prélèvement d'eau n'est prévu lors de la phase travaux ou de la phase exploitation.	NÉGLIGEABLE



Thématiques	Incidences potentielles	Nature et importance / Mesures préconisées	Niveau d'incidence potentielle
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<p>Pas de drainages ou modifications des masses d'eau souterraines.</p> <p>Comme pour tout type de chantier, il n'est pas exclu des fuites accidentelles, au niveau des engins ou matériels utilisant des produits polluants (hydrocarbures, huiles...). Cependant, ce type d'impact lié à une défaillance accidentelle sera peu probable et uniquement d'ordre accidentel, lié à un incident de chantier. Il sera prévenu par <b>une vigilance accrue et la mise en œuvre de mesures spécifiques liées à la phase chantier : stockage de produits polluants interdit à même le sol (stockage effectué sur bac de rétention) ; ravitaillement/rinçage/vidange des engins sur une plateforme étanche ; vérification régulière du bon état des engins ; aucun rejet ou nettoyage dans un cours d'eau... En cas de fuite accidentelle de produits polluants, celle-ci devra immédiatement être traitée, par l'utilisation des kits antipollution, la délimitation latérale de la zone contaminée, le déblaiement et l'évacuation des terres polluées. Cette mesure s'appliquera à la protection des eaux souterraines et superficielles et des sols.</b></p>	<b>FAIBLE</b>
	Est-il excédentaire en matériaux ?	L'implantation du projet en plan et en altimétrie est réalisée de manière à minimiser les mouvements de terre. Toutefois, le projet sera excédentaire en matériaux. Les terres excédentaires seront évacuées lors de la phase terrassement pour la création du parking.	<b>FAIBLE</b>
	Est-il déficitaire en matériaux ?  Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	Le projet n'est pas déficitaire en matériaux.	<b>NÉGLIGEABLE</b>
	Est-il en adéquation avec les ressources disponibles, les équipements d'alimentation en eau potable/assainissement ?	<p>Réseaux : Raccordement aux réseaux publics existants.</p> <p>Assainissement : Étude d'eaux pluviales réalisée par un bureau d'études VRD et validée par l'instruction du PC. Dispositions = ouvrage de rétention des EP + raccordement aux réseaux publics existants.</p>	<b>FAIBLE</b>

Thématiques	Incidences potentielles	Nature et importance / Mesures préconisées	Niveau d'incidence potentielle
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<p>Même en l'absence de pré-diagnostic écologique, les enjeux du secteur et les incidences du projet sur le milieu naturel semblent faibles : implantation du projet sur une zone mono habitat (prairie pâturée), absence de réelle connectivité des milieux (présence d'infrastructures, bâtiment autour du projet).</p> <p>La zone boisée en bordure de parcelle est évitée. Aucun abattage d'arbre ni destruction de haie n'est requis.</p> <p><b>Mesures :</b></p> <p>L'emprise du projet jouxte des boisements, ces habitats peuvent être favorables à l'alimentation voire à la reproduction d'espèces chiroptérologiques, avifaunistiques, herpétologiques ou appartenant à l'entomofaune. Les éventuelles opérations réalisées durant la phase travaux peuvent générer des impacts accidentels sur les habitats adjacents (circulation d'engins, stockage de matériel et matériaux...), entraînant la destruction non intentionnelle d'habitats ou d'individus d'espèces protégées et/ou à enjeux. Le <b><u>respect strict des emprises de travaux</u></b>, clairement matérialisées sur le site est impératif afin d'éviter ce type d'impact.</p> <p>Préalablement au démarrage des travaux, une visite du site pourra être effectuée par un écologue afin de repérer les éventuelles espèces protégées, qui seront alors mise en défens afin de ne pas les impacter.</p> <p>Un suivi en phase chantier sera mené par un écologue au gré de la progression des travaux, en veillant notamment à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La vérification de la bonne application des prescriptions,</li> <li>- Le respect des délimitations des zones sensibles,</li> <li>- La formation et l'information des entreprises,</li> <li>- L'assistance et la transmission de conseils,</li> <li>- La gestion des imprévus ...</li> </ul> <p>Des dispositifs de protection contre la pollution accidentelle seront également mis en œuvre pendant les phases de travaux, afin de limiter tout déversement accidentel de polluant dans le milieu naturel et les eaux souterraines : organisation du chantier, présence de kit antipollution systématique dans les engins de chantier, ...</p>	FAIBLE

Thématiques	Incidences potentielles	Nature et importance / Mesures préconisées	Niveau d'incidence potentielle
		A l'issue du chantier, une remise en état du site sera réalisée : les zones de passage des engins seront décompactées.	
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	Le projet n'aura pas d'incidence particulière sur les zones Natura 2000.	NÉGLIGEABLE
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	Le projet est en partie situé sur une surface de prairie, ce qui engendrera la consommation d'espaces naturels.	FAIBLE
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	La commune d'Amancy n'est pas couverte par un PPRT. Un site CASIAS est situé à proximité immédiate du projet (garage avec dépôt de voitures).	FAIBLE
	Est-il concerné par des risques naturels ?	Le site du projet est concerné par : <ul style="list-style-type: none"> <li>- des "zones potentiellement sujettes aux inondations de cave" ;</li> <li>- un aléa retrait et gonflement des sols argileux classé faible ;</li> <li>- un risque sismique moyen (4 sur 5) ;</li> <li>- un potentiel radon de catégorie 1 (faible) ;</li> <li>- un risque d'exposition au plomb.</li> </ul> Les travaux envisagés ne sont pas de nature à augmenter ces risques.	FAIBLE



Thématiques	Incidences potentielles	Nature et importance / Mesures préconisées	Niveau d'incidence potentielle
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?  Est-il concerné par des risques sanitaires ?	Le projet n'engendre pas de risques sanitaires et n'y est pas confronté.	NÉGLIGEABLE
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	La phase travaux engendrera des déplacements (engins de chantier).  59 places de stationnement supplémentaires par rapport au nombre de places existantes. Parmi elles, 5 places seront en autopartage et équipées de bornes électriques.	FAIBLE
	Est-il source de bruit ?  Est-il concerné par des nuisances sonores ?	La phase travaux pourra être vectrice de nuisances sonores.  En phase exploitation, le trafic supplémentaire engendré par le projet sera à l'origine de très faibles nuisances sonores.  Le projet est concerné par des nuisances sonores du fait de la proximité avec les routes départementales D903 et D1203.	FAIBLE
	Engendre-t-il des odeurs ?  Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	Pas d'émissions d'odeurs particulières liées au projet.	NÉGLIGEABLE
	Engendre-t-il des vibrations ?  Est-il concerné par des vibrations ?	La phase travaux du projet pourra engendrer des vibrations (déambulation des engins ou utilisation de matériel particulier par exemple), qui seront localisées et ponctuelles.	FAIBLE
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	Pas d'émissions lumineuses particulières liées au projet.	NÉGLIGEABLE

Thématiques	Incidences potentielles	Nature et importance / Mesures préconisées	Niveau d'incidence potentielle
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?		
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<p>Durant la phase chantier, des polluants atmosphériques seront rejetés par les engins motorisés nécessaires au bon déroulement des opérations. Les volumes rejetés resteront limités en quantité et dans le temps.</p> <p>La phase exploitation est susceptible d'engendrer des rejets atmosphériques, dans une moindre mesure étant donné le très faible trafic généré par le projet.</p> <p><b>Mesures</b></p> <p>Le projet n'utilise pas de système de combustion à biomasse. Le projet prévoit la mise en service de 5 véhicules électriques en autopartage, ce qui permet de participer au développement d'une mobilité réduisant les émissions de polluants.</p>	FAIBLE
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	Les rejets liquides (eaux usées) seront acheminés par les réseaux d'eaux usées existants, et collectés et traités dans le réseau existant.	FAIBLE
	Engendre-t-il des effluents ?	Le projet sera à l'origine d'eaux usées. Notons que le volume d'effluent produit reste moins important pour une surface de bureau que pour des logements. Aucune activité industrielle ou artisanale source d'effluent spécifique, ne sera accueillie.	FAIBLE
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	Les personnes travaillant dans les bureaux et le public pourront être à l'origine de la production de déchets. Un local ordures ménagères est prévu au sous-sol de la construction projetée. Le ramassage n'est pas effectué par la collectivité mais est à la charge des exploitants du bâtiment.	FAIBLE

Thématiques	Incidences potentielles	Nature et importance / Mesures préconisées	Niveau d'incidence potentielle
Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	Le projet n'aura pas d'effet particulier sur le patrimoine.	NÉGLIGEABLE
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	Urbanisme : Pour la création de ce bâtiment, un permis de construire est déposé. Agriculture : Le bâtiment sera en partie implanté sur une prairie, toutefois non déclarée à la PAC en 2021 d'après le Registre Parcellaire Graphique (RPG). L'usage du sol sera modifié.	FAIBLE
		Aménagements : Création de bureaux et de places de stationnement. Ceci apportera de nouveaux emplois sur le territoire, ce qui aura un impact positif sur l'activité économique.	POSITIF

Tableau 12 : Impacts potentiels du projet sur l'environnement et la santé humaine